Collections statistiques du
Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et de la Mer

1990
n° 155
PRIX 39 F

statistiques et études générales

ISSN 0291.9206

L'amélioration-entretien dans le génie civil agricole 1978-1987

Prix de revient du logement neuf 1980-1987

Les travaux d'extension et de transformation dans la construction 1988

Direction des Affaires Economiques et Internationales

Le Bureau de l'Information Statistique et de la Diffusion

propose aux lecteurs des publications
de la DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET INTERNATIONALES :

— l'**accès au fichier** des statistiques
de la construction neuve

— un service de **renseignements** téléphoniques
40.81.28.40

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de l'Equipement
du Logement, des Transports
et de la Mer

STATISTIQUES

ET ÉTUDES

GÉNÉRALES

N° 155

Bulletin rédigé par les Bureaux de l'administration des banques de données de l'Urbanisme et de la Construction des Enquêtes de la Sous-Direction des Actions Statistiques, à la Direction des Affaires Economiques et Internationales, Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 Paris la Défense - Tél. 40 81 28 40

Diffusé par :

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
29-31, quai Voltaire 75340 PARIS CEDEX 07
Tél : 40 15 70 00
TELEX 204826 DOCFRAN PARIS

Le numéro : 39 F

L'abonnement (10 numéros) : France et Etranger 380 F

Commande adressée à

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
124, rue Henri-Barbusse
93308 AUBERVILLIERS CEDEX

Règlement à réception de la facture

Bureaux de vente :
29, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07
165, rue Garibaldi - 69401 LYON CEDEX 03

**La reproduction partielle ou totale des statistiques et études diffusées dans ce bulletin
est autorisée sous réserve de l'indication des sources.**

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT,
DES TRANSPORTS ET DE LA MER

DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET INTERNATIONALES

		Pages
L'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978-1987	3 à 54
PRIX DE REVIENT DU LOGEMENT NEUF	1980-1987	55 à 70
LES TRAVAUX D'EXTENSION ET DE TRANSFORMATION DANS LES OPERATIONS DE CONSTRUCTION	1988	71 à 91

SOUS-DIRECTION DES ACTIONS STATISTIQUES

L'AMÉLIORATION-ENTRETIEN
DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE
1978-1987

SOMMAIRE

		Pages
	Description des enquêtes sur les Travaux Publics, définitions, nomenclatures.	7
	Introduction	13
I	Les travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole, selon la nature de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.	17
II	Les travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole, selon la nature de l'ouvrage et l'activité principale de l'entreprise.	30
III	Les travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole, selon la nature de l'ouvrage et le client.	39
IV	Les travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole, selon le client et la taille de l'entreprise.	45
V	Les travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole confiés en sous-traitance.	49

L'ENQUÊTE ANNUELLE D'ENTREPRISE DU BÂTIMENT ET DU GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE

(Informations extraites de : Statistiques et Études Générales n° 151, 1989, Direction des Affaires Économiques et Internationales)

Réalisée par la Direction des Affaires Économiques et Internationales du Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, en liaison avec l'INSEE, l'Enquête Annuelle d'Entreprise décrit l'activité et la structure des entreprises ayant comme activité principale le Bâtiment et le Génie Civil et Agricole.
Elle en analyse également les travaux à partir des chantiers.
L'enquête est effectuée par voie postale depuis 1956. Plusieurs rénovations de l'enquête ont eu lieu depuis cette date.

Le secteur balayé par l'enquête, qui est constitué par les industriels qui contribuent à la mise en oeuvre d'ouvrages du Bâtiment et du Génie Civil et Agricole, appartient à la classe 55 (poste 5510 à 5573) de la Nomenclature d'Activités et de Produits (N.A.P.).

L'enquête se fait par l'intermédiaire d'un échantillon d'entreprises tirées du fichier SIRENE (Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et des Etablissements) de l'INSEE.

Les entreprises employant au moins 20 salariés sont toutes interrogées. Celles employant 11 à 19 salariés sont interrogées à raison d'une sur cinq.

Enfin les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés sont interrogés 2 fois par période de 5 ans. (1 sur 5 ou 1 sur 40 selon les activités de l'entreprise). A partir de 1989 ils seront interrogés chaque année. En définitive, les années où les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête, entre 15 000 et 16 000 entreprises sont interrogées. Les années où toutes les catégories d'entreprises font partie du même champ de l'enquête, entre 25 000 et 25 500 sont interrogées. Le taux de réponse est de 80 % pour l'ensemble des entreprises interrogées.

DÉFINITIONS

TRAVAUX D'ENTRETIEN : travaux ayant pour but de maintenir en état les ouvrages.

TRAVAUX D'AMÉLIORATION : travaux concernant des ouvrages existants, déjà utilisés, en améliorant le service rendu.

Depuis 1977, on ne fait plus de distinction dans les enquêtes annuelles d'entreprise entre «Travaux d'amélioration» et «Travaux d'entretien».

Les statistiques contenues dans ce bulletin proviennent de l'exploitation des enquêtes annuelles d'entreprises (voir les plublications annuelles de la Sous-Direction Actions Statistiques de la Direction des Affaires Économiques et Internationales "Statistiques et Études générales").

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS ET DE PRODUITS DU BÂTIMENT ET DU GÉNIE CIVIL AGRICOLE

5510 Travaux d'aménagement des terres et des eaux ; voirie ; parcs et jardins.

5511 Construction de lignes de transport d'électricité.

5512 Travaux d'infrastructure générale.

5513 Construction de chaussées.

5520 Entreprises de forage, sondages ; fondations spéciales.

5530 Construction d'ossatures autres que métalliques.

5531 Installation industrielle, montage-levage.

5540 Installation électrique.

5550 Construction industrialisée.

5560 Maçonnerie et travaux courants de béton armé.

5570 Génie climatique.

5571 Menuiserie - Serrurerie.

5572 Couverture, plomberie et installations sanitaires.

5573 Aménagements, finitions.

Les activités soulignées concernent le Génie Civil et Agricole, sauf les activités (5540) et (5560) qui concernent aussi le Bâtiment.
Les activités non soulignées concernent le Bâtiment.
Les activités (5520) et (5530) ne représentent que 5 à 6 % de l'activité totale d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole.

Ci-après, les activités du Génie Civil et Agricole sont détaillées selon la nature du travail.

ACTIVITÉ PRINCIPALE D'ENTREPRISE	NATURE DES TRAVAUX
5510	- Petits travaux de voirie - Signalisation urbaine - Canalisations urbaines - Construction d'égoûts - Aménagement d'espaces verts - Aménagement de terrains de culture - Voirie et réseaux divers
5511	- Construction de lignes de transport d'électricité - Construction de lignes de distribution d'énergie pour la traction électrique
5512	- Terrassement en grande masse - Construction de voies ferrées - Travaux fluviaux et maritimes - Travaux souterrains - Dragage - Canalisations à grande distance
5513	- Construction de chaussées de routes de liaison - Construction de chaussées d'autoroute - Construction de pistes d'aérodrome
5520	- Reconnaissance des sols (profondeur faible et moyenne) - Reconnaissance des sols à grande profondeur - Traitement des sols - Fondations par ouvrages interposés
5530	- Construction de charpentes d'immeubles de 10 étages et plus - Construction de ponts et d'ouvrages d'art - Construction d'organes de stockage - Construction d'ensembles industriels
5540	- Installation électrique pour bâtiment à usage non industriel - Installation électrique pour bâtiment à usage industriel - Installation et montage de postes de transformation, groupes électrogènes - Eclairage public
5560	- Travaux de gros-oeuvre en maçonnerie - Travaux de gros-oeuvre en béton armé - Travaux de gros-oeuvre sans autre indication - Travaux courants de terrassement et de fondation pour bâtiments - Tous corps d'état (T.C.E.) - Travaux de ravalement et entretien de façade - Travaux de démolition

NOMENCLATURES DE LA "NATURE DE L'OUVRAGE" DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE

En 1985, la nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" a changé. Les données réparties selon ce critère, avant 1985 et à partir de 1985 ne sont pas comparables.

Cependant, on peut rapprocher les trois postes les plus importants des deux nomenclatures sans exactement les superposer (le changement de nomenclature n'ayant pas entraîné de modifications radicales).

NOMENCLATURE D'AVANT 1985	(correspondance)	NOMENCLATURE DE 1985
- Routes et aéroports	→	- Routes, chaussées, pistes
- Réseaux électriques, télécommunications	→	- Transport électricité
- Réseaux de distribution d'eau, égoûts	→	- Conduites d'eau

Ci-après, les 2 nomenclatures de la "Nature de l'ouvrage" dans le Génie Civil et Agricole sont décrites, celle utilisée avant 1985 et celle en vigueur depuis cette date.

NOMENCLATURE D'AVANT 1985	NOMENCLATURE DE 1985
RÉSEAUX	VOIES COMMUNICATIONS
(3) Routes et aéroports	(3) Routes, chaussées
(1) Voies ferrées + métro	(1) Voies ferrées Ponts, tunnels
(2) Réseaux de distribution d'eau, égoûts	(5) Ports, voies d'eau
(4) Réseaux électriques, de télécommunications	Autres voies de communications
Canalisations à grandes distances	
	LIGNES CANALISATION
	Ouvrages de télécommunications
	(4) Transport électricité
	Conduites pétrole gaz
	(2) Conduites d'eau
	Autres canalisations
AUTRES OUVRAGES	AUTRES GÉNIE
Ouvrages d'art	Aménagement terres et eaux
(5) Travaux hydrauliques	(6) Équipements sportifs et de loisirs
Mise en valeur, aménagement de terrains	Autres ouvrages

NOTES

(1) - Les tunnels de métro, le métro aérien sont pris en comptes en 1985 dans "Ponts, Tunnels" alors que les rails, traverses sont pris en comptes dans "Voies ferrrées".

(2) - Les "Réseaux de distribution d'eau et égoûts" de la nomenclature d'avant 1985 et les "Conduites d'eau" de celle de 1985 peuvent être comparés.

(3) - Les hangars pour avions qui faisaient partie des "Routes et aéroports" ne sont plus pris en compte dans "Routes, chaussées, pistes".

(4) - Les lignes téléphoniques, câbles pour télévision, antennes qui faisaient partie des "Réseaux électriques, de télécommunications" ne sont pas pris en compte dans "Transport électricité".

(5) - Les "Ports et voies d'eau" ne comprennent plus certaines rubriques appartenant, avant 1985 à "Travaux hydrauliques" comme l'irrigation, mise en valeur des terres agricoles, etc...

(6) - Les "Equipements sportifs et de loisirs" de la nomenclature de 1985 n'ont pas d'équivalent dans l'ancienne nomenclature.
Ils étaient pris en compte dans la nomenclature du "Bâtiment non résidentiel".
A partir de 1985, la partie terrain, parcs, jardins, et équipements sportifs, fait partie du Génie Civil et Agricole, alors que la partie bâtiment, gymnase, etc... est prise en compte dans le "Bâtiment non résidentiel".

INTRODUCTION

Le montant des travaux d'amélioration-entretien dans le Génie Civil et Agricole s'élève en 1986 (1) à 27,7 milliards de francs et représente 13,9 % de l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment et du Génie Civil et Agricole (B.G.C.A.). Ce pourcentage, qui s'élevait à 18,6 % en 1983, est le plus bas depuis 1978 (15,5 %). La baisse de l'importance du Génie Civil dans l'amélioration-entretien bénéficie au Bâtiment non résidentiel qui voit sa part croître régulièrement de 1978 à 1986, passant de 26,3 % à 30 %.

Le montant des travaux d'amélioration-entretien dans le Génie Civil et Agricole, a diminué entre 1983 et 1986 de 11 %, alors que pendant la même période, le montant des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment a augmenté de 26 %. (L'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du B.G.C.A. a augmenté de 19 % entre 1983 et 1986).

Les marchés des travaux d'amélioration-entretien dans le Génie Civil dont les artisans prennent une part plus forte (+ 28 %) sont abandonnés par les entreprises de plus de 10 salariés (- 16 %). En effet, l'amélioration-entretien dans le Génie Civil est un secteur où les artisans et les petites entreprises prennent une part de plus en plus importante du marché. En près de 10 ans, cette part a plus que doublé, passant de 7 % en 1978 à 15 % en 1986.

En 1987, on assiste à une reprise de l'activité amélioration-entretien dans le Génie Civil après la chute de 1986. Les entreprises de plus de 10 salariés voient leur chiffre d'affaires augmenter de 17 % ; mais ces entreprises, qui jusqu'en 1984 réalisaient près de 30 % des travaux de l'amélioration-entretien du Génie Civil, toutes natures d'ouvrage confondues, n'en réalisent plus, en 1987, que 26 %. L'amélioration-entretien dans le Génie Civil représente, en 1986, 34 % de l'ensemble des travaux (amélioration-entretien + neuf). Ce rapport qui, avec une pointe de 44 % en 1983 se rapprochait de celui du Bâtiment (45 %), n'atteint pas le niveau le plus bas enregistré en 1978 (36 %) dans le Génie Civil.

Si l'on considère les entreprises de plus de 10 salariés, (c'est-à-dire entre 85 % et 90 % du chiffre d'affaires des travaux d'amélioration-entretien réalisé par les entreprises, toutes tailles confondues) la part de leur activité consacrée à l'amélioration-entretien a commencé à baisser sensiblement à partir de 1985.

---

(1) - De 1978 à 1987, seules 1978, 1981, 1983 et 1986, sont les années où l'enquête annuelle d'entreprise s'étend à l'ensemble des entreprises y compris les artisans. (Ceux-ci, comme les entreprises de 0 à 10 salariés, n'ayant pas été interrogés les autres années).
Les entreprises de plus de 10 salariés représentent l'essentiel des travaux d'amélioration du Génie Civil et Agricole réalisés par l'ensemble des entreprises (85 % en 1986). Donc on peut étudier ce secteur pendant la période 1978-1987, même si toutes les catégories d'entreprise n'ont pas été interrogées toutes les années.

TABLEAU 1

TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de francs et %

NATURE DE L'OUVRAGE	1978	1981	1983	1986
Génie Civil et Agricole	*14,9*	*16,5*	*18,6*	*13,9*
Logements	*55,6*	*51,5*	*47,7*	*49,0*
Bâtiment non résidentiel	*26,1*	*28,5*	*29,4*	*30,0*
Autres bâtiments	*3,4*	*3,5*	*4,3*	*7,1*
Bâtiment et Génie Civil et Agricole	*100*	*100*	*100*	*100*
Montant (H.T.) des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment et du Génie Civil et Agricole	92 748	136 944	167 452	199 276

TABLEAU 2

PART DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN RÉALISÉE PAR LES ENTREPRISES
DE PLUS DE 10 SALARIÉS (PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES)
DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — %

ANNÉES	1978	1979	1980	1981	1982
Part des travaux d'amélioration-entretien réalisée par les entreprises de plus de 10 salariés	*26,7*	*29,6*	*31,1*	*28,9*	*33,7*

TABLEAU 2 (suite)

%

ANNÉES	1983	1984	1985	1986	1987
Part des travaux d'amélioration-entretien réalisée par les entreprises de plus de 10 salariés	*30,9*	*29,8*	*26,4*	*24,1*	*26,4*

TABLEAU 3

RAPPORT DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX (AMÉLIORATION-ENTRETIEN + NEUF) DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE

- ENTREPRISES DE PLUS DE 10 SALARIÉS -

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

ANNÉES	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Rapport des travaux d'amélioration-entretien à l'ensemble des travaux	*41,9*	*42,8*	*43,1*	*34,9*	*32,0*	*34,5*

TABLEAU 4

RAPPORT DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX (AMÉLIORATION-ENTRETIEN + NEUF) DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE

- ENSEMBLE DES ENTREPRISES -

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

ANNÉES	1978	1981	1983	1986
Génie Civil et Agricole	*35,7*	*36,7*	*43,7*	*34,3*
Bâtiment et Génie Civil et Agricole	*39,0*	*41,3*	*44,7*	*45,2*

I - LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE, SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

I.1 Stabilité du poids des entreprises de 200 salariés et plus

Les entreprises de 200 salariés et plus effectuent près de la moitié des travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil réalisés par les entreprises de plus de 10 salariés. Ce pourcentage est de 60 % environ, si l'on considère l'ensemble des travaux (amélioration-entretien + neuf).

On notera la stabilité du poids des entreprises de 200 salariés et plus de 1978 à 1983, aussi bien dans les travaux d'amélioration-entretien que dans l'ensemble des travaux de Génie Civil, sauf en 1980, où ces entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires exceptionnel dans l'amélioration-entretien des "Réseaux de distribution d'eau, égoûts" et en 1982, où ces mêmes entreprises ont réalisé un bon chiffre d'affaires dans la sous-branche "Mise en valeur, aménagements de terrains".

A partir de 1984, l'importance des entreprises de 200 salariés et plus baisse régulièrement. On assiste, en revanche, à l'importance grandissante des petites entreprises dans les travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil. En effet les artisans et les petites entreprises (de 0 à 10 salariés) qui réalisaient 7 % des travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil en 1978, et 10 % en 1983, en effectuent en 1986, 15 %. En 5 ans, de 1981 à 1986, ils ont plus que doublé leur chiffre d'affaires amélioration-entretien.

TABLEAU 5

POIDS DES ENTREPRISES DE 200 SALARIÉS ET PLUS DANS L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES DE PLUS DE 10 SALARIÉS DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE SELON L'ÉTAT DE L'OUVRAGE

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

ANNÉES	ÉTAT DE L'OUVRAGE	
	Amélioration-entretien	Amélioration-entretien + neuf
1978	*56*	*62*
1979	*56*	*60*
1980	*62*	*62*
1981	*56*	*62*
1982	*61*	*63*
1983	*58*	*60*
1984	*56*	*58*
1985	*46*	*57*
1986	*47*	*58*
1987	*51*	*57*

I.2 "Routes et aéroports" : plus de la moitié des travaux amélioration-entretien du G.C.A.

En 1985, la nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" a changé. Les données réparties selon ce critère, avant 1985 et à partir de 1985 ne sont pas comparables.

Cependant on peut rapprocher les trois postes les plus importants des 2 nomenclatures sans exactement les superposer (le changement de nomenclature n'a pas entraîné des modifications radicales).

NOMENCLATURE D'AVANT 1985	(correspondance)	NOMENCLATURE DE 1985
- Routes et aéroports	→	- Routes, chaussées, pistes
- Réseaux électriques, Télécommunications	→	- Transport électrique
- Réseaux de distribution d'eau, égouts	→	- Conduites d'eau

Les trois postes qui viennent d'être cités, représentent l'essentiel des travaux d'amélioration-entretien (76 % en 1984, et 77 % en 1987), les "Routes et aéroports" constituant plus de la moitié des travaux amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole. L'importance de ces trois postes est plus forte dans l'amélioration-entretien que dans l'ensemble des travaux (amélioration-entretien + neuf).

Quelle que soit la nature de l'ouvrage entre 1978 et 1984, les entreprises de 200 salariés et plus réalisent plus de la moitié des travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole, sauf pour les travaux hydrauliques (nomenclature d'avant 1985) où elles n'en effectuent plus qu'un tiers à partir de 1981 (au lieu de 2/3 auparavant), et "Mise en valeur, aménagement de terrains" (nomenclature d'avant 1985), où ce sont les entreprises de moins de 50 salariés qui réalisent l'essentiel des travaux d'amélioration-entretien.

A partir de 1985, les entreprises de 200 salariés et plus ne réalisent plus que 40 % des travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil (contre les plus de 50 % auparavant). Cette diminution concerne toutes les natures d'ouvrage, sauf le "Transport électricité" (53 % en 1986) et les "Conduites pétrole, gaz" (64 % en 1986).

TABLEAU 6

POIDS DES POSTES (NOMENCLATURE AVANT 1985) «ROUTES ET AÉROPORTS», «RÉSEAUX ÉLECTRIQUES, TÉLÉCOMMUNICATIONS», ET «RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU, ÉGOUTS» PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX DU GÉNIE CIVIL, SELON L'ÉTAT DE L'OUVRAGE DE 1978 Á 1984

- ENTREPRISES DE PLUS DE 10 SALARIÉS -

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

ANNÉES	ÉTAT DE L'OUVRAGE	
	Amélioration-entretien	Amélioration-entretien + neuf
1978	*74*	*68*
1979	*75*	*71*
1980	*79*	*74*
1981	*76*	*71*
1982	*77*	*71*
1983	*82 (*)*	*76*
1984	*76*	*71*

(*) : En 1983, le poste «Routes et Aéroports» représente 58,4 % des travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole (contre 49 % en 1982 et 47 % en 1984).

TABLEAU 7

POIDS DES POSTES (NOMENCLATURE 1985) "ROUTES, CHAUSSÉES ET PISTES", "TRANSPORT ÉLECTRICITÉ" ET "CONDUITES D'EAU" PAR RAPPORT Á L'ENSEMBLE DES TRAVAUX DU GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE SELON L'ÉTAT DE L'OUVRAGE DE 1985 Á 1987

- ENTREPRISES DE PLUS DE 10 SALARIÉS -

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

ANNÉES	Amélioration-entretien	Amélioration-entretien + neuf
1985	*74*	*68*
1986	*72*	*66*
1987	*77*	*70*

I.3 Le pourcentage de travaux d'amélioration-entretien dans le Génie Civil et Agricole a fortement baissé depuis 1983 (44 %)

Le pourcentage de 1986 (34 %) est le plus faible jamais enregistré, depuis 1978 (36 %). C'est dans les "Routes et Aéroports" (nomenclature d'avant 1985) que l'on observe le plus fort taux de travaux d'amélioration-entretien (60 % en 1983) et dans les "Routes et chaussées" (nomenclature de 1985) 43 % en 1986.

Généralement c'est dans les ouvrages de "Voies de communication" plus que dans les ouvrages "Lignes de canalisations" que la part de l'amélioration-entretien est la plus importante : 39 % en 1986 pour les premiers, contre 26 % pour les seconds, pour la même année.

Enfin ce sont les entreprises de moins de 50 salariés et en particulier celles de 0 à 10 salariés, qui consacrent une partie importante de leur activité à l'amélioration-entretien :

- pour les (0 à 10 salariés) : 59 % en 1986 contre 53 % en 1983
- pour les (11 - 49 salariés) : 40 % en 1986 contre 50 % en 1983

On notera la lente et régulière évolution de la part de l'activité amélioration-entretien des entreprises de 50 à 199 salariés :

37 % en 1978
38 % en 1981
39 % en 1983
40 % en 1986

TABLEAU 8 (*)

TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE DE 1978 Á 1984, SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE (**)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de francs et %

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL	MONTANTS (millions de F)
RÉSEAUX							
ROUTES ET AÉROPORTS	1978	4,1	19,4	16,3	60,3	100	7 408,9
**	1979	–	17,7	14,8	67,6	100	8 135,8
**	1980	–	15,7	16,2	68,1	100	9 682,8
	1981	5,1	17,8	17,5	59,6	100	11 612,7
**	1982	–	17,3	16,2	66,5	100	14 027,1
	1983	8,5	15,9	14,7	60,9	100	17 830,7
**	1984	–	19,8	20,1	60,1	100	13 297,5
VOIES FERRÉES + MÉTRO	1978	7,1	25,9	21,9	45,1	100	571,1
**	1979	–	24,5	21,9	53,7	100	981,2
**	1980	–	21,1	24,5	54,4	100	907,9
	1981	1,5	20,7	20,3	57,5	100	610,0
**	1982	–	18,2	28,6	53,2	100	1 235,0
	1983	1,0	19,7	17,8	61,6	100	1 037,6
**	1984	–	27,2	24,2	48,6	100	1 083,9
RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU, ÉGOUTS	1978	4,6	19,1	17,9	58,4	100	1 311,5
**	1979	–	41,6	26,0	32,3	100	1 022,1
**	1980	–	18,7	18,1	63,3	100	2 900,8
	1981	4,1	17,7	21,9	56,3	100	2 879,4
**	1982	–	50,9	30,6	18,5	100	1 729,9
	1983	10,0	36,1	31,8	22,1	100	2 154,9
**	1984	–	21,5	23,1	55,4	100	2 917,1
RÉSEAUX ÉLECTRIQUES, DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	1978	4,8	28,3	30,0	36,9	100	1 887,4
**	1979	–	43,5	29,7	26,8	100	2 266,3
**	1980	–	22,6	24,7	52,6	100	2 989,9
	1981	10,7	20,8	23,9	44,6	100	3 701,8
**	1982	–	18,2	13,6	68,1	100	6 122,8
	1983	5,3	22,4	16,3	56,1	100	4 867,8
**	1984	–	19,3	14,2	66,5	100	5 212,7
CANALISATIONS Á GRANDES DISTANCES	1978	0,9	16,1	23,3	59,7	100	303,1
**	1979	–	5,7	13,2	81,1	100	519,1
**	1980	–	15,1	29,1	55,8	100	221,8
	1981	4,0	15,9	32,3	47,8	100	287,0
**	1982	–	18,3	50,3	31,3	100	248,9
	1983	1,1	45,4	24,0	29,5	100	265,2
**	1984	–	0,4	–	99,6	100	482,3
SOUS-TOTAL RÉSEAUX	1978	4,3	21,0	19,2	55,5	100	11 482,0
**	1979	–	24,1	18,8	57,1	100	12 923,5
**	1980	–	17,7	18,7	63,6	100	16 703,2
	1981	5,9	18,4	19,7	56,0	100	19 090,9
**	1982	–	20,1	17,6	62,3	100	23 363,7
	1983	7,6	19,2	16,6	56,5	100	26 156,2
**	1984	–	19,9	18,9	61,2	100	22 993,5
AUTRES OUVRAGES							
OUVRAGES D'ART	1978	6,3	21,6	26,1	45,9	100	871,1
**	1979	–	22,9	19,3	57,7	100	1 042,7
**	1980	–	18,7	30,8	50,5	100	1 086,3
	1981	10,0	22,0	22,9	45,1	100	1 182,5
**	1982	–	25,4	19,2	55,4	100	1 289,5
	1983	5,8	23,4	24,2	46,7	100	1 907,6
**	1984	–	28,9	25,8	45,3	100	1 606,9

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984),
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

(**) En 1979, 1980, 1982, 1984, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête. Les pourcentages en ligne pour ces années concernent les entreprises de plus de 10 salariés. Alors que pour les années 1978, 1981, 1983 les pourcentages en ligne concernent toutes les entreprises quelque soit leur taille.

TABLEAU 8 (suite) (*) (**)

Millions de francs et %

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL	MONTANTS (millions de F)
TRAVAUX HYDRAULIQUES	1978	1,4	20,3	11,2	67,2	100	290,9
**	1979	–	21,0	36,3	42,7	100	361,1
**	1980	–	8,7	11,6	79,7	100	724,7
	1981	1,6	49,4	15,7	33,4	100	443,9
**	1982	–	34,0	35,2	30,8	100	446,8
	1983	6,5	45,8	14,6	33,2	100	487,4
**	1984	–	12,0	61,4	26,6	100	853,3
MISE EN VALEUR, AMÉNAGEMENT DE TERRAINS	1978	35,3	26,9	15,2	22,5	100	838,5
**	1979	–	43,8	24,2	32,0	100	585,4
**	1980	–	41,4	29,8	28,8	100	1 031,7
	1981	41,5	36,5	14,6	7,5	100	1 657,9
**	1982	–	35,1	11,6	53,2	100	2 578,6
	1983	45,4	23,2	15,8	15,6	100	2 420,2
**	1984	–	61,2	21,2	17,6	100	1 272,5
SOUS-TOTAL AUTRES OUVRAGES	1978	17,7	23,6	19,4	39,2	100	2 000,5
**	1979	–	28,7	23,8	47,4	100	1 989,2
**	1980	–	24,4	25,6	50,0	100	2 842,7
	1981	24,8	33,0	17,7	24,5	100	3 284,3
**	1982	–	32,1	16,4	51,5	100	4 314,9
	1983	25,7	25,6	19,0	29,7	100	4 815,2
**	1984	–	36,1	32,4	31,6	100	3 732,8
SANS AUTRE PRÉCISION	1978	47,9	29,1	8,0	15,0	100	301,6
**	1979	–	16,2	39,5	44,4	100	268,6
**	1980	–	23,0	25,5	51,5	100	133,7
	1981	12,5	9,5	16,6	61,5	100	177,0
**	1982	–	11,6	9,8	78,6	100	872,1
	1983	12,4	39,0	13,1	35,5	100	260,8
**	1984	–	27,0	37,0	36,0	100	1 561,2
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	7,2	21,6	19,0	52,2	100	13 784,1
**	1979	–	24,6	19,8	55,6	100	15 181,3
**	1980	–	18,7	19,7	61,6	100	19 679,6
	1981	8,7	20,5	19,4	51,4	100	22 552,2
**	1982	–	21,6	17,2	61,2	100	28 550,7
	1983	10,5	20,3	17,0	52,2	100	31 232,3
**	1984	–	22,4	21,7	55,9	100	28 287,5
TOTAL BÂTIMENT	1978	55,6	26,9	9,9	7,6	100	78 963,8
**	1979	–	17,7	14,8	67,6	100	36 117,0
**	1980	–	15,7	16,2	68,1	100	43 580,9
	1981	5,1	17,8	17,5	59,6	100	114 391,6
**	1982	–	58,3	22,6	19,1	100	56 246,7
	1983	54,1	26,8	10,4	8,8	100	136 220,1
**	1984	–	54,9	20,3	24,8	100	66 603,6
TOTAL BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	48,4	26,1	11,3	14,2	100	92 747,9
**	1979	–	48,3	22,1	29,6	100	51 298,3
**	1980	–	47,9	21,4	30,7	100	63 260,5
	1981	48,0	25,0	11,2	15,8	100	136 943,8
**	1982	–	46,0	20,8	33,2	100	84 797,3
	1983	45,9	25,6	11,6	16,9	100	167 452,3
**	1984	–	45,2	20,7	34,1	100	94 891,1

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984),
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

(**) En 1979, 1980, 1982, 1984, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête. Les pourcentages en ligne pour ces années concernent les entreprises de plus de 10 salariés. Alors que pour les années 1978, 1981, 1983 les pourcentages en ligne concernent toutes les entreprises quelque soit leur taille.

TABLEAU 9

TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE (*) ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE
DE 1985 à 1987 (**)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de F.

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
ROUTES CHAUSSÉES	** 1985	–	2 654,0	3 466,3	5 959,1	12 079,4
	1986	**1 482,7**	**3 087,6**	**2 717,9**	**6 126,2**	**13 414,4**
	** 1987	–	3 473,1	2 993,5	7 342,2	13 808,8
VOIES FERRÉES	** 1985	–	398,6	367,3	714,2	1 480,1
	1986	**119,7**	**227,3**	**518,3**	**472,3**	**1 337,6**
	** 1987	–	455,9	230,8	420,6	1 107,3
PONTS, TUNNELS	** 1985	–	209,9	376,9	256,8	843,6
	1986	**62,6**	**260,9**	**312,9**	**397,2**	**1 033,6**
	** 1987	–	354,1	262,5	295,6	912,2
PORTS, VOIES D'EAU	** 1985	–	135,4	334,6	200,6	670,5
	1986	**20,4**	**230,2**	**452,0**	**185,8**	**888,4**
	** 1987	–	235,8	135,9	335,5	707,2
AUTRES VOIES DE COMMUNICATION	** 1985	–	133,0	104,3	15,3	252,6
	1986	**44,3**	**16,8**	**17,3**	**45,8**	**124,2**
	** 1987	–	6,1	1,4	1,3	8,8
S/T. VOIES DE COMMUNICATION	** 1985	–	3 530,9	4 649,4	7 145,9	15 326,2
	1986	**1 729,7**	**3 822,9**	**4 018,4**	**7 227,3**	**16 798,3**
	** 1987	–	4 525,0	3 624,2	8 395,2	16 544,4
OUVRAGES TÉLÉCOMMUNICATION	** 1985	–	184,9	125,0	74,4	384,3
	1986	**39,9**	**250,1**	**90,9**	**256,2**	**637,1**
	** 1987	–	224,8	57,8	513,4	796,0
TRANSPORT - ÉLECTRICITÉ	** 1985	–	706,9	610,9	1 508,3	2 826,1
	1986	**221,1**	**548,8**	**646,7**	**1 595,5**	**3 012,1**
	** 1987	–	913,0	394,6	2 288,8	3 596,4
CONDUITES PÉTROLE GAZ	** 1985	–	103,4	152,6	103,5	359,5
	1986	**8,5**	**59,4**	**68,1**	**244,7**	**380,7**
	** 1987	–	44,1	41,2	240,1	325,4
CONDUITES D'EAU	** 1985	–	610,7	756,9	1 260,1	2 627,7
	1986	**338,6**	**688,7**	**657,8**	**948,5**	**2 633,6**
	** 1987	–	1 037,3	825,9	1 839,2	3 702,4
AUTRES CANALISATIONS	** 1985	–	107,2	218,3	100,1	425,6
	1986	**49,3**	**41,1**	**28,3**	**79,1**	**197,8**
	** 1987	–	114,8	148,6	396,2	659,6
S/T LIGNES CANALISATIONS	** 1985	–	1 713,1	1 863,6	3 046,3	6 623,0
	1986	**657,5**	**1 588,1**	**1 491,8**	**3 123,9**	**6 862,3**
	** 1987	–	2 334,0	1 468,1	5 277,7	9 079,8

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

(**) En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne faisaient pas partie du champ de l'enquête.

TABLEAU 9 (suite) (*) (**)

Millions de F.

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
AMÉNAGEMENT TERRES ET EAUX	** 1985	–	248,1	83,2	412,9	744,2
	1986	**447,4**	**312,6**	**243,5**	**365,2**	**1 368,7**
	** 1987	–	294,2	161,9	164,2	620,3
EQUIPEMENTS SPORTIFS ET LOISIRS	** 1985	–	393,5	78,6	86,4	558,5
	1986	**999,6**	**510,8**	**265,3**	**89,5**	**1 865,2**
	** 1987	–	615,4	246,9	96,5	958,8
AUTRES OUVRAGES	** 1985	–	146,0	106,9	70,5	323,4
	1986	**359,4**	**194,0**	**106,2**	**131,1**	**790,7**
	** 1987	–	153,5	87,5	110,6	351,6
S/T AUTRES GÉNIE	** 1985	–	787,6	268,8	569,8	1 626,2
	1986	**1 806,4**	**1 017,4**	**615,1**	**585,9**	**4 024,8**
	** 1987	–	1 063,2	496,4	371,3	1 930,8
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	** 1985	–	6 031,6	6 781,9	10 762,0	23 575,5
	1986	**4 193,5**	**6 428,4**	**6 125,3**	**10 937,1**	**27 684,3**
	** 1987	–	7 922,2	5 588,7	14 044,4	27 555,3
TOTAL BÂTIMENT	** 1985	–	38 747,6	13 052,6	13 914,9	65 715,1
	1986	**97 733,7**	**42 230,4**	**13 293,9**	**18 333,7**	**171 591,7**
	** 1987	–	47 393,9	15 083,2	14 127,3	76 604,4
TOTAL BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	** 1985	–	44 779,2	19 834,5	24 676,9	89 290,6
	1986	**101 927,2**	**48 658,9**	**19 419,2**	**29 270,8**	**199 276,1**
	** 1987	–	55 316,2	20 671,9	28 171,7	104 159,8

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

(**) En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne faisaient pas partie du champ de l'enquête.

TABLEAU 10

RAPPORT DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX (NEUF + AMÉLIORATION-ENTRETIEN) DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE DE1978 Â 1984 (*)
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE (**)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
RÉSEAUX						
ROUTES ET AÉROPORTS	1978	40,1	56,9	48,9	44,5	47,0
	* 1979	–	54,2	41,8	47,3	47,5
	* 1980	–	49,5	39,1	46,7	45,7
	1981	49,7	55,4	48,4	41,5	45,0
	* 1982	–	58,4	42,5	52,5	51,2
	1983	61,6	54,5	48,5	63,6	59,2
	* 1984	–	59,2	48,9	47,4	49,7
VOIES FERRÉES + MÉTRO	1978	95,6	62,7	51,6	25,7	37,5
	* 1979	–	57,7	46,7	39,7	44,6
	* 1980	–	77,8	45,1	31,0	38,9
	1981	88,4	54,7	28,1	28,6	32,0
	* 1982	–	61,8	65,6	49,4	55,4
	1983	9,4	68,8	33,0	45,7	43,9
	* 1984	–	66,9	46,0	35,1	43,2
RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU, ÉGOUTS	1978	26,6	23,0	21,7	34,7	28,5
	* 1979	–	32,6	19,5	13,1	19,7
	* 1980	–	35,1	29,4	47,5	40,4
	1981	34,5	33,4	32,1	42,0	37,5
	* 1982	–	39,9	28,5	10,8	24,6
	1983	57,4	42,9	32,1	17,8	30,8
	* 1984	–	35,0	29,4	50,0	39,9
RÉSEAUX ÉLECTRIQUES, DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	1978	33,4	39,5	34,6	17,4	26,0
	* 1979	–	51,5	34,4	17,2	30,6
	* 1980	–	33,9	38,0	27,8	31,2
	1981	38,5	37,9	40,8	23,0	29,8
	* 1982	–	44,1	38,3	44,1	43,2
	1983	37,2	47,0	35,6	25,6	30,7
	* 1984	–	40,4	33,4	43,9	41,4
CANALISATIONS Â GRANDES DISTANCES	1978	100,0	48,8	35,4	36,5	38,0
	* 1979	–	22,6	32,1	36,9	35,0
	* 1980	–	14,3	24,2	16,7	17,8
	1981	33,3	40,9	23,8	25,0	26,5
	* 1982	–	21,1	32,2	10,1	18,1
	1983	3,5	57,5	24,8	12,1	22,2
	* 1984	–	10,6	0,0	84,4	79,8
SOUS-TOTAL RÉSEAUX	1978	38,3	45,6	39,1	35,9	38,3
	* 1979	–	48,6	35,3	36,7	38,7
	* 1980	–	41,8	36,7	40,9	40,2
	1981	43,2	46,1	41,1	36,2	39,0
	* 1982	–	49,6	39,9	44,9	44,8
	1983	53,8	51,1	41,1	45,6	46,2
	* 1984	–	49,7	41,2	46,9	46,2

(*) En 1979, 1980, 1982, 1984 les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

(**) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

TABLEAU 10 (suite) (*) (**)

%

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
AUTRES OUVRAGES						
OUVRAGES D'ART	1978	70,2	45,9	31,1	16,8	24,1
	* 1979	–	56,5	25,9	18,1	23,1
	* 1980	–	40,5	29,6	14,8	20,4
	1981	39,4	45,1	23,2	13,1	19,3
	* 1982	–	45,9	22,2	17,4	21,7
	1983	23,5	50,1	30,0	18,9	25,0
	* 1984	–	59,3	43,0	21,2	31,0
TRAVAUX HYDRAULIQUES	1978	88,0	58,1	24,5	15,4	19,2
	* 1979	–	65,5	55,5	33,7	44,6
	* 1980	–	47,4	22,1	71,7	54,9
	1981	39,6	66,0	48,5	21,8	37,8
	* 1982	–	55,1	49,3	10,6	23,6
	1983	42,7	57,6	72,1	24,7	40,1
	* 1984	–	58,5	82,5	33,2	57,2
MISE EN VALEUR, AMÉNAGEMENT DE TERRAINS	1978	39,3	34,9	30,3	35,0	35,5
	* 1979	–	29,7	21,9	22,1	24,8
	* 1980	–	43,3	35,1	35,1	38,1
	1981	47,4	45,3	29,1	14,8	37,2
	* 1982	–	51,4	32,2	40,3	42,3
	1983	62,9	37,7	38,9	31,3	44,6
	* 1984	–	48,2	27,2	34,9	39,2
SOUS-TOTAL AUTRES OUVRAGES	1978	42,4	40,8	30,1	18,7	26,7
	* 1979	–	40,7	28,6	20,4	25,9
	* 1980	–	42,8	30,4	26,6	30,4
	1981	46,0	48,3	27,2	14,4	28,0
	* 1982	–	50,3	29,8	25,3	31,0
	1983	54,2	44,4	34,9	21,7	33,8
	* 1984	–	52,3	46,6	24,8	37,6
SANS AUTRE PRÉCISION	1978	67,3	48,7	35,9	7,4	28,0
	* 1979	–	28,1	54,9	19,4	27,9
	* 1980	–	31,8	44,5	27,3	31,4
	1981	32,8	42,5	24,2	19,6	22,6
	* 1982	–	33,7	37,2	44,7	42,3
	1983	21,2	66,9	48,1	31,4	38,9
	* 1984	–	32,9	34,8	19,0	26,5
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	42,4	44,8	37,4	31,9	35,8
	* 1979	–	46,8	34,4	33,3	36,1
	* 1980	–	41,9	35,4	38,4	38,3
	1981	44,1	46,6	38,3	32,5	36,7
	* 1982	–	49,4	38,0	40,9	41,9
	1983	53,1	49,8	39,9	41,5	43,7
	* 1984	–	48,5	41,4	41,9	43,1

(*) En 1979, 1980, 1982, 1984 les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

(**) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)

TABLEAU 11

RAPPORT DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX (NEUF + AMÉLIORATION-ENTRETIEN) DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE1985 A 1987 (*)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
ROUTES CHAUSSÉES	* 1985	–	50,2	57,7	40,2	46,3
	1986	66,0	49,4	47,3	36,5	43,3
	* 1987	–	49,6	51,1	36,1	41,6
VOIES FERRÉES	* 1985	–	74,2	58,6	35,2	46,4
	1986	81,6	43,9	65,9	17,1	31,8
	* 1987	–	64,3	43,3	18,6	31,6
PONTS, TUNNELS	* 1985	–	38,3	44,1	10,0	21,2
	1986	68,0	48,2	32,8	9,5	17,9
	* 1987	–	41,0	29,6	7,0	15,4
PORTS, VOIES D'EAU	* 1985	–	60,1	74,3	22,4	42,7
	1986	51,8	66,7	77,6	21,2	48,2
	* 1987	–	77,7	45,9	27,0	38,4
AUTRES VOIES DE COMMUNICATION	* 1985	–	45,0	28,0	5,7	26,9
	1986	26,0	21,5	17,8	12,7	17,6
	* 1987	–	27,0	100,0	8,8	22,6
S/T VOIES DE COMMUNICATION	* 1985	–	51,3	55,9	34,7	42,8
	1986	64,2	49,5	49,2	29,0	38,6
	* 1987	–	50,9	47,8	29,9	37,2
OUVRAGES TÉLÉCOMMUNICATION	* 1985	–	27,4	22,8	10,8	20,1
	1986	25,1	35,1	25,5	32,8	31,7
	* 1987	–	26,8	18,3	43,9	34,3
TRANSPORT - ÉLECTRICITÉ	* 1985	–	39,8	39,0	17,6	23,7
	1986	59,9	32,5	36,3	22,6	27,6
	* 1987	–	41,9	19,4	30,5	30,7
CONDUITE PÉTROLE GAZ	* 1985	–	50,9	49,0	6,6	17,3
	1986	89,7	25,2	14,7	15,0	16,3
	* 1987	–	14,6	16,4	20,2	18,7
CONDUITES D'EAU	* 1985	–	30,5	29,2	37,6	33,1
	1986	49,3	31,8	26,9	19,6	26,0
	* 1987	–	33,2	28,0	37,9	33,9
AUTRES CANALISATIONS	* 1985	–	39,4	44,4	7,6	20,4
	1986	94,7	32,0	12,8	9,8	16,4
	* 1987	–	35,4	25,3	52,4	39,5
S/T LIGNES CANALISATIONS	* 1985	–	34,7	33,8	19,6	25,5
	1986	51,5	32,2	28,3	20,7	25,8
	* 1987	–	34,5	23,9	34,1	32,0

- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

TABLEAU 11 (suite) (*)

%

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
AMÉNAGEMENT TERRES ET EAUX	* 1985	–	32,9	13,1	35,1	29,0
	1986	48,2	21,7	26,6	28,7	30,0
	* 1987	–	35,1	25,4	18,9	26,4
ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET LOISIRS	* 1985	–	37,8	16,3	27,6	30,4
	1986	61,1	38,7	40,2	22,9	46,5
	* 1987	–	32,2	30,7	23,4	30,6
AUTRES OUVRAGES	* 1985	–	42,7	26,6	9,9	22,2
	1986	60,3	44,3	36,0	22,2	41,2
	* 1987	–	37,0	20,8	19,7	25,2
S/T AUTRES GÉNIE	* 1985	–	36,8	17,7	25,9	27,7
	1986	57,1	31,8	32,9	26,0	38,4
	* 1987	–	33,6	26,6	20,1	28,1
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	* 1985	–	43,2	44,2	28,1	34,9
	1986	58,8	40,5	40,0	25,8	34,3
	* 1987	–	42,1	35,9	30,9	34,5

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

II - LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DU GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET L'ACTIVITÉ PRINCIPALE DE L'ENTREPRISE

II.1 Les entreprises dont l'activité principale est "Travaux d'aménagement des terres et eaux ; voirie ; parcs et jardins" (5510), "Travaux d'infrastructure générale" (5512) ou "Construction de chaussées" (5513) représentent la part la plus importante des travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole : plus de 70 %.

L'évolution de cette part entre 1978 et 1987 est la suivante.

TABLEAU 12

POIDS DES ACTIVITÉS 5510, 5512, ET 5513 DANS
LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN
DU GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

ACTIVITÉ PRINCIPALE (*)	5510	5512	5513	TOTAL
1978	*32*	*19*	*23*	*74*
1979 **	*23*	*20*	*33*	*76*
1980 **	*32*	*18*	*25*	*75*
1981	*36*	*14*	*25*	*75*
1982 **	*22*	*17*	*32*	*71*
1983	*27*	*13*	*33*	*73*
1984 **	*27*	*18*	*24*	*69*
1985 **	*30*	*15*	*28*	*73*
1986	*37*	*15*	*19*	*71*
1987 **	*32*	*17*	*22*	*71*

(*) Activités principales d'entreprise :

5510 : Travaux d'aménagement des terres et des eaux ; voiries ; parcs et jardins.

5512 : Travaux d'infrastructure générale.

5513 : Construction de chaussées.

(**) En 1979, 1980, 1982, 1984, 1985 et 1987, les entreprises de 0 à 10 salariés et les artisans ne font pas partie du champ de l'enquête.

II.2 Sur certains ouvrages, les travaux d'amélioration-entretien sont réalisés par des entreprises de plusieurs sous-secteurs ; sur d'autres, les travaux sont réalisés par des entreprises d'un unique sous-secteur.

C'est ainsi que les travaux d'amélioration-entretien concernant les voies ferrées et le métro sont effectués essentiellement par des entreprises dont l'activité principale est 5512 ("Travaux d'infrastructure générale") et les travaux portant sur les réseaux de distribution d'eau et les travaux hydrauliques le sont par des entreprises dont l'activité principale est 5510 ("Travaux d'aménagement des terres et des eaux ; voirie ; parcs et jardins").

Quant aux autres travaux, portant sur les "Routes" et sur "Les Réseaux électriques", ils sont réalisés par deux types d'entreprises : celles qui ont les APE 5510 et 5513 pour les "Routes", et celles qui ont les APE 5511 et 5540 pour "Les réseaux électriques".

Le tableau 13 donne la répartition des travaux d'amélioration-entretien réalisés sur un type d'ouvrage donné selon l'APE.

II.3 Certaines APE se consacrent essentiellement à un type d'ouvrage particulier (à l'intérieur de l'amélioration-entretien).

Ce sont :
- les entreprises du 5511 dans les réseaux électriques (60 à 70 % de leur activité entre 1985 et 1987)
- les entreprises du 5513 dans les Routes (90 %)
- les entreprises du 5540 dans les réseaux électriques (70 à 56 % de leur activité entre 1985 et 1987)

La comparaison du niveau de la spécialisation de ces entreprises après 1985 avec celui d'avant 1985 n'est pas aisée à cause du changement de nomenclatures (tableaux 14 et 15).

TABLEAU 13

RÉPARTITION DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN RÉALISÉS SUR UN TYPE D'OUVRAGE DONNÉ SELON L'ACTIVITÉ PRINCIPALE DE L'ENTREPRISE (*)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

	Activité principale d'entreprise / Nature de l'ouvrage		5510	5511	5512	5513	5540	TOTAL
(1)	Voies ferrées et Métro (nomenclature d'avant 1985)	1978			*83*			*83*
		1981			*70*			*70*
		1983			*66*			*66*
	Voies ferrées (nomenclature de 1985)	1986			*73*			*73*
(2)	Réseaux de distribution d'eau et égoûts (nomenclature d'avant 1985)	1978	*78*					*78*
		1981	*79*					*79*
		1983	*62*					*62*
	Conduites d'eau (nomenclature de 1985)	1986	*64*					*64*
(3)	Routes et Aéroports (nomenclature d'avant 1985)	1978	*36*			*42*		*78*
		1981	*35*			*47*		*82*
		1983	*26*			*55*		*81*
	Routes chaussées, pistes (nomenclature de 1985)	1986				*36*		*36*
(4)	Réseaux électriques et télécommunications (nomenclature d'avant 1985)	1978		*48*			*28*	*76*
		1981		*27*			*49*	*76*
		1983		*30*			*53*	*83*
	Transport électricité (nomenclature 1985)	1986					*42*	*42*
(5)	Travaux hydrauliques (nomenclature d'avant 1985)	1978			*59*			*59*
		1981			*74*			*74*
		1983			*73*			*73*
	Ports et voies d'eau (nomenclature 1985)	1986			*65*			*65*
(6)	Équipements sportifs et loisirs (nomenclature (1985)	1986	*63*					*63*

(*) 5510 : Travaux d'aménagement des terres et eaux ; voirie ; parcs et jardins.
5511 : Construction de lignes de transport d'électricité.
5512 : Travaux d'infrastructure générale.
5513 : Construction de chaussée.
5540 : Installation électrique.
5560 : Maçonnerie et travaux courants de béton armé.

Notes du tableau 13

La nomenclature de la "Nature de l'Ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère ne sont pas directement comparables dans le temps.

(1) - Les tunnels de métro, les métros aériens sont pris en compte en 1985 dans "Ponts, Tunnels", alors que les rails, traverses, sont pris en compte dans "Voies ferrées".

(2) - Les "Réseaux de distribution d'eau et égouts" de la nomenclature d'avant 1985 et les "Conduits d'eau" de celle de 1985 peuvent être comparés.

(3) - Les hangars pour avions qui faisaient partie des "Routes et aéroports" ne sont plus pris en compte dans "Routes, chaussées, pistes".

(4) - Les lignes téléphoniques, câbles de télévision, antennes, qui faisaient partie des "Réseaux électriques et communications" ne sont pas pris en compte dans "Transport électricité".

(5) - Les "Ports et voies d'eau" ne comprennent plus certaines rubriques appartenant, avant 1985, à "Travaux hydrauliques" comme l'irrigation, la mise en valeur des terres, etc...

(6) - Les "Equipements sportifs et de loisirs" de la nomenclature de 1985 n'ont pas d'équivalent dans l'ancienne nomenclature. Ils étaient pris en compte dans la nomenclature du "Bâtiment non-résidentiel".

A partir de 1985, la partie terrain, parc, jardin des équipements sportifs fait partie du Génie Civil et Agricole, alors que la partie bâtiment, gymnase, etc... est prise en compte dans le bâtiment non résidentiel.

TABLEAU 14

TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN RÉALISÉS PAR LES ENTREPRISES SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET L'ACTIVITÉ PRINCIPALE D'ENTREPRISE DE 1978 Á 1984 (*)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de F. et %

Activité principale d'entreprise / Nature de l'ouvrage		5510	5511	5512	5513	5540	5560	Autres APE	TOTAL	MONTANTS (millions de F)
RÉSEAUX										
ROUTES ET AÉROPORTS	1978	36,0	0,1	10,7	41,6	2,1	5,7	3,9	100	7 409,0
	* 1979	25,4	0,2	9,8	55,2	2,2	4,3	2,9	100	8 135,8
	* 1980	31,7	0,3	14,5	47,3	0,8	3,9	1,4	100	9 682,8
	1981	34,8	0,2	11,0	46,8	0,6	5,1	1,4	100	11 612,7
	* 1982	23,7	0,3	9,8	59,7	1,3	3,0	2,2	100	14 027,1
	1983	26,0	0,1	9,2	55,2	1,5	6,5	1,5	100	17 830,7
	* 1984	28,0	0,6	15,1	45,8	5,3	3,7	1,4	100	13 297,5
VOIES FERRÉES + MÉTRO	1978	4,2	2,5	82,6	0,3	4,5	4,0	1,9	100	571,0
	* 1979	2,4	1,6	90,2	0,7	1,7	3,1	0,2	100	980,2
	* 1980	2,1	5,1	76,9	2,6	1,5	1,4	10,3	100	907,9
	1981	6,7	3,3	71,1	0,0	0,8	2,2	15,8	100	610,0
	* 1982	4,0	0,7	90,7	0,4	1,4	1,9	0,9	100	1 234,9
	1983	3,9	2,5	66,3	16,6	1,4	3,0	6,3	100	1 037,6
	* 1984	3,9	2,2	81,4	2,9	4,8	3,4	1,4	100	1 083,9
RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU, ÉGOUTS	1978	78,3	0,8	5,6	3,9	0,8	7,4	3,2	100	1 311,5
	* 1979	65,6	0,4	11,8	8,0	0,1	9,9	4,2	100	1 022,1
	* 1980	77,6	0,9	8,3	5,8	0,2	4,6	2,5	100	2 900,8
	1981	79,3	0,5	6,9	1,0	0,1	6,9	5,3	100	2 879,5
	* 1982	74,5	1,2	5,4	4,6	0,4	7,1	6,7	100	1 729,9
	1983	61,7	1,0	8,3	5,7	2,8	11,7	8,8	100	2 154,9
	* 1984	63,2	1,9	10,4	17,6	0,4	4,5	2,0	100	2 917,1
RÉSEAUX ÉLECTRIQUES, DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	1978	7,0	48,0	11,0	0,0	28,0	3,8	2,2	100	1 887,4
	* 1979	11,7	47,5	12,3	0,3	21,2	4,4	2,6	100	2 266,3
	* 1980	8,4	52,2	10,4	0,4	25,1	1,2	2,3	100	2 990,0
	1981	11,5	27,1	3,0	0,4	48,9	6,2	2,9	100	3 702,0
	* 1982	4,4	22,8	4,3	0,0	65,7	1,4	1,4	100	6 122,8
	1983	7,7	30,2	3,1	0,4	52,6	2,3	3,8	100	4 867,8
	* 1984	5,9	24,2	1,3	0,0	65,8	1,7	1,1	100	5 212,7
CANALISATIONS Á GRANDES DISTANCES	1978	24,2	15,1	51,7	4,0	1,1	2,3	1,7	100	303,1
	* 1979	30,5	3,8	62,5	0,0	0,0	2,2	0,9	100	519,1
	* 1980	42,8	36,6	16,1	0,1	0,3	1,6	2,4	100	222,0
	1981	70,4	11,2	8,5	0,2	1,0	4,2	4,4	100	287,0
	* 1982	62,3	2,0	14,2	0,0	0,0	3,2	18,3	100	248,9
	1983	47,9	14,0	15,9	0,4	0,2	4,1	17,5	100	265,2
	* 1984	0,9	0,0	2,1	0,0	96,6	0,1	0,4	100	482,3
SOUS-TOTAL RÉSEAUX	1978	34,1	8,6	14,8	27,4	6,3	5,4	3,4	100	11 482,0
	* 1979	24,6	8,7	18,6	35,5	5,2	4,6	2,7	100	12 923,5
	* 1980	34,1	10,5	16,1	28,7	5,1	3,4	2,3	100	16 703,3
	1981	36,6	5,7	10,7	28,7	9,9	5,5	2,8	100	19 091,0
	* 1982	21,8	6,3	12,4	36,2	18,1	2,9	2,4	100	23 363,7
	1983	24,9	6,0	10,3	38,8	11,1	6,0	2,9	100	26 156,2
	* 1984	25,7	6,2	14,3	28,8	20,3	3,3	1,4	100	22 993,5

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

En 1979, 1980, 1982, 1984, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête. Les pourcentages en ligne pour ces années concernent les entreprises de plus de 10 salariés. Alors que pour les années 1978, 1981 et 1983 les pourcentages en ligne concernent toutes les entreprises quelque soit leur taille.

TABLEAU 14 (suite)

Millions de F. et %

Activité principale d'entreprise / Nature de l'ouvrage		5510	5511	5512	5513	5540	5560	Autres APE	TOTAL	MONTANTS (millions de F)
AUTRES OUVRAGES										
OUVRAGES D'ART	1978	5,2	0,0	33,7	2,0	0,6	18,0	40,4	100	871,0
	* 1979	8,8	1,2	19,2	23,4	1,5	13,1	32,9	100	1 042,7
	* 1980	4,5	0,1	41,6	5,2	0,6	13,4	34,6	100	1 086,3
	1981	18,0	0,0	31,1	5,5	0,7	10,6	34,1	100	1 182,5
	* 1982	12,0	0,0	32,6	2,7	2,1	13,3	37,3	100	1 289,5
	1983	8,7	0,0	37,1	2,1	1,0	15,6	35,4	100	1 907,6
	* 1984	6,5	0,6	40,4	2,2	0,8	12,6	36,8	100	1 606,9
TRAVAUX HYDRAULIQUES	1978	7,0	0,1	59,1	1,0	0,3	9,3	23,3	100	290,9
	* 1979	4,0	0,0	81,8	3,1	0,0	5,1	5,9	100	361,1
	* 1980	2,7	0,1	36,1	0,9	50,7	3,0	6,4	100	724,7
	1981	13,3	0,0	73,6	2,6	0,1	4,2	6,2	100	444,0
	* 1982	12,2	0,0	74,8	0,2	1,3	2,6	8,9	100	446,8
	1983	14,7	0,0	72,8	0,4	0,8	3,6	7,9	100	487,4
	* 1984	12,9	0,0	66,3	1,1	0,6	6,5	12,6	100	853,3
MISE EN VALEUR, AMÉNAGEMENT DE TERRRAINS	1978	45,5	0,4	23,7	5,2	2,0	18,5	4,6	100	838,5
	* 1979	37,7	0,9	16,3	20,4	1,9	8,7	14,1	100	585,4
	* 1980	41,0	0,9	11,5	13,5	2,7	7,6	22,8	100	1 031,6
	1981	56,8	0,8	13,2	4,4	2,1	13,1	9,6	100	1 658,0
	* 1982	36,0	0,8	42,8	2,6	3,1	4,6	10,2	100	2 578,7
	1983	61,4	0,6	8,3	3,6	5,3	11,4	9,3	100	2 420,2
	* 1984	58,2	1,1	16,8	2,5	2,0	10,7	8,8	100	1 272,5
SOUS-TOTAL AUTRES OUVRAGES	1978	22,4	0,2	33,2	3,2	1,1	17,0	22,9	100	2 000,5
	* 1979	16,4	0,9	29,7	18,8	1,3	10,3	22,5	100	1 989,1
	* 1980	17,3	0,4	29,3	7,1	14,1	8,7	23,1	100	2 842,7
	1981	37,0	0,4	27,8	4,5	1,3	11,0	18,0	100	3 284,3
	* 1982	26,4	0,5	43,1	2,4	2,6	7,0	18,2	100	4 314,9
	1983	35,8	0,3	26,3	2,7	3,2	12,3	19,5	100	4 815,2
	* 1984	25,6	0,6	38,3	2,0	1,2	10,6	21,7	100	3 732,7
SANS AUTRE PRÉCISION	1978	8,9	1,8	68,8	1,2	0,6	5,5	13,1	100	301,6
	* 1979	2,9	0,2	25,2	19,1	1,3	7,5	44,8	100	268,6
	* 1980	13,6	13,9	53,1	7,2	0,3	6,0	6,0	100	133,7
	1981	11,5	0,9	68,8	2,7	7,4	4,8	4,0	100	177,0
	* 1982	9,6	1,7	18,8	66,4	0,4	2,4	0,7	100	872,1
	1983	51,9	2,2	20,2	2,4	2,1	20,8	0,5	100	260,8
	* 1984	43,8	2,2	17,8	1,1	8,3	7,6	19,2	100	1 561,2
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	31,9	7,2	18,6	23,3	5,4	7,1	6,4	100	13 784,0
	* 1979	23,1	7,6	20,2	33,0	4,7	5,4	6,0	100	15 181,3
	* 1980	31,5	9,0	18,3	25,4	6,4	4,1	5,3	100	19 679,6
	1981	36,5	4,9	13,7	25,0	8,6	6,3	5,0	100	22 552,3
	* 1982	22,1	5,3	17,2	32,0	15,2	3,5	4,7	100	28 550,7
	1983	26,8	5,1	12,9	32,9	9,8	7,1	5,4	100	31 232,3
	* 1984	26,7	5,2	17,6	23,8	17,1	4,5	5,1	100	28 287,5
TOTAL BÂTIMENT	1978	1,6	0,2	1,2	0,6	9,8	27,9	58,6	100	78 963,8
	* 1979	2,1	0,8	1,6	1,1	14,1	25,5	54,8	100	36 117,1
	* 1980	5,2	0,4	1,7	2,1	10,1	24,4	56,1	100	43 580,9
	1981	2,5	0,2	1,3	0,5	11,3	25,1	59,0	100	114 391,6
	* 1982	2,7	0,6	1,3	1,5	14,0	28,7	51,1	100	56 246,7
	1983	2,6	0,2	0,8	0,3	10,7	25,3	60,2	100	136 220,1
	* 1984	3,6	0,5	1,8	0,6	16,2	22,4	55,0	100	66 603,6
TOTAL BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	6,1	1,3	3,8	4,0	9,2	24,8	50,8	100	92 747,9
	* 1979	8,3	2,8	7,1	10,6	11,3	19,6	40,4	100	51 298,3
	* 1980	13,4	3,1	6,9	9,4	8,9	18,1	40,3	100	63 260,6
	1981	8,1	1,0	3,4	4,6	10,9	22,0	50,2	100	136 943,9
	* 1982	9,3	2,2	6,6	11,8	14,4	20,2	35,5	100	84 797,3
	1983	7,1	1,1	3,0	6,4	10,5	21,9	50,0	100	167 452,3
	* 1984	10,5	1,9	6,5	7,5	16,5	17,1	40,1	100	94 891,1

TABLEAU 15 (*)

TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN RÉALISÉS PAR LES ENTREPRISES DE 1985 A 1987 SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET L'APE (**)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de F.

Activité principale d'entreprise / Nature de l'ouvrage		5510	5511	5512	5513	5540	5560	Autres	TOTAL
ROUTES CHAUSSÉES	* 1985	3 709,3	119,5	1 140,5	5 991,3	331,1	606,6	181,1	12 079,4
	1986	5 360,9	307,4	1 395,8	4 788,1	456,0	827,5	278,6	13 414,4
	* 1987	4 278,3	155,9	2 113,8	5 717,0	549,5	719,1	275,1	13 808,8
VOIES FERRÉES	* 1985	115,3	97,5	1 056,2	47,7	67,5	74,1	21,5	1 480,1
	1986	71,9	43,3	975,4	23,4	84,4	37,2	102,0	1 337,6
	* 1987	46,3	91,8	792,8	23,6	67,1	24,8	60,9	1 107,3
PONTS, TUNNELS	* 1985	81,6	4,0	271,7	28,1	11,2	118,0	329,0	843,6
	1986	85,2	1,8	251,6	18,0	25,3	217,1	434,5	1 033,6
	* 1987	66,1	3,0	295,4	46,8	8,6	159,7	332,6	912,2
PORTS, VOIES D'EAU	* 1985	87,5	0,3	391,7	1,8	11,3	53,7	124,3	670,5
	1986	123,3	0,2	574,7	15,5	25,7	63,0	85,9	888,3
	* 1987	46,3	4,1	481,6	21,3	4,2	53,3	96,4	707,2
AUTRES VOIES DE COMMUNICATION	* 1985	149,2	1,1	28,2	1,2	27,4	35,3	10,4	252,7
	1986	51,1	0,0	9,7	2,6	0,0	15,9	44,9	124,3
	* 1987	6,1	0,0	1,3	0,0	0,0	0,0	1,4	8,8
S/T. VOIES DE COMMUNICATION	* 1985	4 442,9	222,8	2 818,2	6 070,0	448,4	887,6	666,3	15 326,2
	1986	5 692,5	352,7	3 207,2	4 847,6	591,4	1 160,8	945,9	16 798,3
	* 1987	4 443,1	254,7	3 685,0	5 808,7	629,5	956,9	766,4	16 544,5
OUVRAGES TÉLÉCOMMUNICATIONS	* 1985	104,9	132,3	32,8	1,6	78,1	32,9	1,5	384,2
	1986	159,5	235,8	64,0	5,1	144,1	11,6	17,0	637,2
	* 1987	86,6	231,1	40,5	0,1	366,5	30,6	40,5	795,9
TRANSPORT ÉLECTRICITÉ	* 1985	142,3	949,8	74,1	6,7	1 510,6	77,7	64,8	2 826,1
	1986	251,5	1 248,4	99,3	21,1	1 281,6	46,8	63,3	3 012,0
	* 1987	235,8	1 640,2	138,6	0,3	1 435,9	86,5	59,2	3 596,5
CONDUITES PÉTROLE GAZ	* 1985	85,3	15,7	7,2	14,3	36,5	6,0	194,6	359,5
	1986	194,3	130,3	34,2	4,3	0,0	5,6	12,0	380,7
	* 1987	119,3	40,7	108,2	0,0	3,3	2,5	51,5	325,5
CONDUITES D'EAU	* 1985	1 737,6	14,2	206,0	187,5	62,8	148,6	271,0	2 627,8
	1986	1 683,5	35,8	249,6	310,0	32,3	236,0	86,7	2 633,5
	* 1987	2 624,6	41,5	298,5	254,8	81,0	365,8	36,1	3 702,5
AUTRES CANALISATIONS	* 1985	204,6	16,0	51,3	12,7	4,5	38,4	98,0	425,5
	1986	98,0	16,9	11,5	2,3	6,7	9,1	53,2	197,8
	* 1987	302,9	48,9	150,2	19,3	2,5	29,0	106,6	659,5
S/T LIGNES CANALISATIONS	* 1985	2 274,7	1 128,0	371,5	222,8	1 692,5	303,6	629,9	6 623,0
	1986	2 386,7	1 666,7	458,7	343,0	1 464,8	309,1	232,3	6 861,2
	* 1987	3 369,2	2 002,4	736,0	274,6	1 889,3	514,5	293,9	9 079,9

(*) En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

(**) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

TABLEAU 15 (suite) (*) (**)

Millions de F.

Activité principale d'entreprise / Nature de l'ouvrage		5510	5511	5512	5513	5540	5560	Autres	TOTAL
AMÉNAGEMENT TERRES ET EAUX	* 1985	282,7	1,4	91,8	170,8	5,7	34,4	157,2	744,1
	1986	791,4	32,3	274,2	72,3	7,1	100,9	90,5	1 368,8
	* 1987	307,3	3,2	153,1	38,8	0,4	76,7	40,9	620,4
ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET LOISIRS	* 1985	354,3	8,6	53,9	18,2	14,3	62,7	46,5	558,5
	1986	1 181,9	0,7	12,5	8,1	54,2	466,2	141,6	1 865,2
	* 1987	703,1	1,2	21,3	15,1	27,4	78,5	112,3	958,8
AUTRES OUVRAGES	* 1985	64,8	0,8	112,5	38,7	27,9	49,8	28,9	323,5
	1986	134,3	0,0	169,0	38,3	49,8	280,8	118,5	790,8
	* 1987	69,3	0,3	53,5	24,4	20,7	77,0	101,5	351,7
S/T AUTRES GÉNIE	* 1985	701,8	10,8	258,2	227,7	48,0	146,9	232,7	1 626,2
	1986	2 107,6	32,9	455,8	118,7	111,1	847,9	350,7	4 024,8
	* 1987	1 079,7	4,8	227,9	83,3	48,5	232,2	254,7	1 931,0
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	* 1985	7 119,4	1 361,6	3 517,9	6 520,5	2 189,0	1 338,1	1 528,9	23 575,5
	1986	10 186,9	2 052,4	4 121,7	5 309,3	2 167,3	2 317,8	1 528,9	27 684,3
	* 1987	8 892,0	2 261,9	4 648,9	6 166,6	2 567,2	1 703,6	1 315,0	27 555,3
TOTAL BÂTIMENT	* 1985	1 765,3	248,0	1 505,2	474,1	8 240,5	15 529,0	37 952,9	67 715,1
	1986	3 882,5	928,1	1 669,5	572,6	20 635,9	41 925,8	101 977,3	171 591,8
	* 1987	2 417,4	501,3	1 629,9	707,7	11 412,7	17 879,1	42 056,3	76 604,5
TOTAL BTP	* 1985	8 884,7	1 609,6	5 023,1	6 994,7	10 429,5	16 867,1	39 481,9	89 290,6
	1986	14 069,4	2 980,5	5 791,1	5 881,9	22 803,3	44 243,6	103 506,2	199 276,1
	* 1987	11 309,4	2 763,2	6 278,9	6 874,2	13 979,9	19 582,8	43 371,3	104 159,8

(*) En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

(**) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

III - LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DU GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET LE CLIENT (*)

III.1 La part des travaux d'amélioration-entretien du G.C.A. réalisée pour les "Administrations" (publiques ou privés, centrales ou locales) représente environ 60 % de ces travaux entre 1978 et 1987.

Les "Routes et chaussées" constituent l'essentiel des travaux d'amélioration commandés par les "Administrations" : + de 60 %.

III.2 Le deuxième client pour les travaux d'amélioration-entretien du G.C.A. est constitué par les sociétés publiques non financières (Charbonnage de France, EDF, GDF, RATP, SNCF, Air France, Air Inter, PTT).

L'ensemble de ces sociétés a commandé entre 15 % et 20 % des travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil ces dernières années. Ces travaux concernent en particulier les "voies ferrées" et le "transport électricité" (60 %).

Cependant, en 1983, 1984 et en 1986, le deuxième client pour les travaux d'amélioration-entretien du G.C.A. était constitué par les sociétés privées non financières (+ 20 %) dont près de 45 % des commandes en 1987 concernaient les "Routes et Chaussées".

III.3 Pour certains ouvrages, des clients sont prépondérants

Les "Administrations" commandent près de 80 % des travaux d'amélioration-entretien des "Conduites d'eau" et des "Routes et Chaussées".

Les "Sociétés Publiques non financières" constituent l'essentiel de la maîtrise d'ouvrage des "Voies ferrées" (89 % en 1986).

Ces mêmes sociétés ont commandé aussi la plus grande partie en amélioration-entretien des marchés des "Ouvrages de télécommunication" (près de 90 % en 1987, contre 75 % en 1985).

(*) **Clients :**

1 - Sociétés et quasi-sociétés publiques non financières :

- Charbonnage de France, Electricité de France, Gaz de France, SNCF, RATP, Air France, Air Inter, PTT, autres Sociétés et quasi-sociétés publiques non financières.

2 - Sociétés et quasi-sociétés privées non financières :

- Institutions de crédit, Entreprises d'assurances, Sociétés et quasi-sociétés non financières sans autre précision.

3 - Administrations :

- Administrations publiques centrales, Administrations publiques locales, Administrations de Sécurité Sociale, Administrations privées, Administrations étrangères et internationnales, Administration sans autre précision.

4 - Autres clients.

TABLEAU 16

TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DU GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE RÉALISÉS PAR LES ENTREPRISES DE 1978 A 1984 (*) SELON LES CLIENT ET LA NATURE DE L'OUVRAGE (**)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de francs et %

Nature de l'ouvrage / Clients regroupés		Sociétés et quasi-sociétés publiques non financières	Sociétés et quasi-sociétés privées non financières	Administrations	Autres clients	TOTAL	MONTANTS (millions de F)
RÉSEAUX							
ROUTES ET AÉROPORTS	1978	4,0	15,9	78,0	2,1	100	7 408,9
	* 1979	2,3	18,9	76,0	2,8	100	8 135,8
	* 1980	3,2	20,9	73,6	2,3	100	9 682,8
	1981	2,6	18,6	76,6	2,1	100	11 612,7
	* 1982	1,3	21,4	75,0	2,3	100	14 027,1
	1983	1,2	18,0	75,5	5,3	100	17 830,7
	* 1984	1,5	22,6	70,4	5,5	100	13 297,5
VOIES FERRÉES + MÉTRO	1978	82,3	16,6	0,9	0,1	100	571,1
	* 1979	86,9	12,2	0,4	0,4	100	981,2
	* 1980	76,1	15,8	5,8	2,4	100	907,9
	1981	80,2	17,3	2,2	0,3	100	610,0
	* 1982	82,7	16,5	0,5	0,3	100	1 235,0
	1983	83,4	12,4	3,6	0,6	100	1 037,6
	* 1984	79,5	12,7	3,2	4,7	100	1 083,9
RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU, ÉGOUTS	1978	1,4	12,3	82,7	3,6	100	1 311,5
	* 1979	2,0	14,5	79,8	3,7	100	1 022,1
	* 1980	1,4	11,1	85,7	1,7	100	2 900,8
	1981	2,9	7,2	87,4	2,5	100	2 879,4
	* 1982	3,6	15,2	75,2	6,0	100	1 729,9
	1983	2,3	21,3	71,7	4,7	100	2 154,9
	* 1984	7,2	9,7	78,4	4,7	100	2 917,1
RÉSEAUX ÉLECTRIQUES, DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	1978	66,9	7,0	25,4	0,6	100	1 887,4
	* 1979	66,9	10,3	22,3	0,5	100	2 266,3
	* 1980	64,8	5,8	28,7	0,8	100	2 989,9
	1981	62,8	9,9	26,2	1,2	100	3 701,8
	* 1982	71,9	8,4	17,8	1,9	100	6 122,8
	1983	44,2	27,5	25,9	2,4	100	4 867,8
	* 1984	41,9	13,4	42,2	2,5	100	5 212,7
CANALISATIONS A GRANDES DISTANCES	1978	95,7	3,6	0,7	–	100	303,1
	* 1979	78,8	20,6	0,6	–	100	519,1
	* 1980	89,0	2,7	8,2	0,1	100	221,8
	1981	92,2	3,8	3,9	0,2	100	287,0
	* 1982	78,6	20,1	1,2	0,1	100	248,9
	1983	83,3	2,4	13,3	1,0	100	265,2
	* 1984	8,7	3,3	88,0	–	100	482,3
SOUS-TOTAL RÉSEAUX	1978	20,4	13,7	64,0	1,9	100	11 482,0
	* 1979	23,1	16,6	58,1	2,2	100	12 923,5
	* 1980	19,0	15,9	63,1	1,9	100	16 703,2
	1981	18,1	14,9	65,0	1,9	100	19 090,9
	* 1982	25,1	17,2	55,3	2,3	100	23 363,7
	1983	13,4	19,6	62,5	4,5	100	26 156,2
	* 1984	15,2	18,0	62,2	4,6	100	22 993,5

(*) En 1979, 1980, 1982, 1984, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête. Les pourcentages en ligne pour ces années concernent les entreprises de plus de 10 salariés. Alors que pour les années 1978, 1981 et 1983 les pourcentages en ligne concernent toutes les entreprises quelque soit leur taille.

(**) La nomenclature de la "Nature de l'Ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984),
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

TABLEAU 16 (suite)

Millions de francs et %

Nature de l'ouvrage / Clients regroupés		Sociétés et quasi-sociétés publiques non financières	Sociétés et quasi-sociétés privées non financières	Administrations	Autres clients	TOTAL	MONTANTS (millions de F)
AUTRES OUVRAGES							
OUVRAGES D'ART	1978	36,3	26,2	34,7	2,7	100	871,1
	• 1979	39,2	21,6	34,5	4,8	100	1 042,7
	• 1980	49,4	19,2	29,7	1,7	100	1 086,3
	1981	28,6	17,0	45,1	9,4	100	1 182,5
	• 1982	38,4	21,7	38,6	1,3	100	1 289,5
	1983	31,1	20,8	46,6	1,4	100	1 907,6
	• 1984	32,7	32,5	34,5	0,3	100	1 606,9
TRAVAUX HYDRAULIQUES	1978	12,8	26,3	60,1	0,7	100	290,9
	• 1979	4,8	13,9	80,7	0,6	100	361,1
	• 1980	6,2	58,6	35,2	–	100	724,7
	1981	3,8	23,2	72,8	0,2	100	443,9
	• 1982	4,1	33,3	61,2	1,4	100	446,8
	1983	6,0	12,7	73,4	7,9	100	487,4
	• 1984	61,2	19,1	18,9	0,8	100	853,3
MISE EN VALEUR, AMÉNAGEMENT	1978	1,9	30,0	43,3	24,8	100	838,5
	• 1979	4,3	28,2	47,9	19,6	100	585,4
	• 1980	4,6	22,8	62,5	10,2	100	1 031,7
	1981	3,4	27,3	42,8	26,5	100	1 657,9
	• 1982	8,2	37,0	43,7	11,1	100	2 578,6
	1983	7,5	32,0	36,9	23,6	100	2 420,2
	• 1984	6,4	30,6	51,2	11,8	100	1 272,5
SOUS-TOTAL AUTRES OUVRAGES	1978	18,5	27,8	42,0	11,7	100	2 000,5
	• 1979	22,7	22,2	46,8	8,3	100	1 989,2
	• 1980	22,0	30,6	43,0	4,3	100	2 842,7
	1981	12,6	23,0	47,6	16,8	100	3 284,3
	• 1982	16,8	32,0	44,0	7,2	100	4 314,9
	1983	16,7	25,6	44,5	13,2	100	4 815,2
	• 1984	30,2	28,8	36,6	4,3	100	3 732,8
SANS AUTRE PRÉCISION	1978	15,5	35,6	47,5	1,4	100	301,6
	• 1979	8,7	32,5	56,8	1,9	100	268,6
	• 1980	12,4	62,5	22,6	2,5	100	133,7
	1981	28,7	49,1	20,7	1,5	100	177,0
	• 1982	1,0	17,1	58,2	23,7	100	872,1
	1983	9,6	31,3	52,1	7,0	100	260,8
	• 1984	28,8	37,0	27,2	6,9	100	1 561,2
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	20,0	16,3	60,5	3,3	100	13 784,1
	• 1979	22,8	17,6	56,6	3,0	100	15 181,3
	• 1980	19,4	18,4	59,9	2,2	100	19 679,6
	1981	17,4	16,4	62,1	4,1	100	22 552,2
	• 1982	23,1	19,5	53,7	3,7	100	28 550,7
	1983	13,9	20,7	59,6	5,9	100	31 232,3
	• 1984	17,9	20,5	56,9	4,7	100	28 287,5
TOTAL BÂTIMENT	1978	4,5	18,4	9,5	67,5	100	78 963,8
	• 1979	9,4	29,6	17,7	43,4	100	36 115,7
	• 1980	7,5	29,5	18,2	44,8	100	43 580,9
	1981	4,8	20,8	11,9	62,5	100	114 389,9
	• 1982	7,7	32,6	17,4	42,3	100	56 246,7
	1983	4,9	25,3	11,4	58,4	100	136 220,1
	• 1984	7,1	37,2	19,4	36,3	100	66 603,6
TOTAL BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	6,8	18,1	17,1	58,0	100	92 747,9
	• 1979	13,3	26,0	29,2	31,4	100	51 297,0
	• 1980	11,2	26,1	31,2	31,5	100	63 260,6
	1981	6,8	20,1	20,2	52,8	100	136 942,2
	• 1982	12,9	28,2	29,6	29,3	100	84 797,3
	1983	6,6	24,4	20,4	48,6	100	167 452,3
	• 1984	10,3	32,2	30,6	26,9	100	94 891,1

TABLEAU 17

TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DU GÉNIE CIVIL SELON LE CLIENT ET LA NATURE DE L'OUVRAGE DE 1985 A 1987 (*)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de F.

Nature de l'ouvrage / Clients regroupés		Sociétés publiques non financières	Sociétés privées non financières	Administrations	Autres clients	TOTAL
ROUTES CHAUSSÉES	* 1985	269,8	1 843,4	9 372,2	593,9	12 079,3
	1986	**258,9**	**2 245,5**	**10 196,2**	**713,8**	**13 414,4**
	* 1987	180,3	1 584,9	11 577,6	465,9	13 808,7
VOIES FERRÉES	* 1985	1 253,7	194,0	18,3	14,0	1 480,0
	1986	**1 184,5**	**131,8**	**17,4**	**3,9**	**1 337,6**
	* 1987	935,2	104,5	29,4	38,2	1 107,3
PONTS ET TUNNELS	* 1985	385,1	103,1	353,2	2,3	843,7
	1986	**382,9**	**154,6**	**493,7**	**2,4**	**1 033,6**
	* 1987	242,2	148,7	520,3	1,0	912,2
PORTS, VOIES D'EAU	* 1985	331,5	112,7	222,6	3,8	670,6
	1986	**214,8**	**307,1**	**366,2**	**0,2**	**888,3**
	* 1987	61,9	223,5	417,9	3,8	707,2
AUTRES VOIES DE COMMUNICATION	* 1985	19,8	90,6	115,9	26,3	252,6
	1986	**1,0**	**18,3**	**59,9**	**45,1**	**124,3**
	* 1987	0,0	7,0	0,6	1,4	8,9
S/T. VOIES DE COMMUNICATION	* 1985	2 259,8	2 343,9	10 082,2	640,4	15 326,3
	1986	**2 042,1**	**2 857,3**	**11 133,5**	**765,4**	**16 798,3**
	* 1987	1 419,7	2 068,6	12 545,7	510,5	16 544,4
OUVRAGES TÉLÉCOMMUNICATIONS	* 1985	288,1	40,2	53,6	2,3	384,2
	1986	**487,9**	**101,4**	**47,0**	**1,0**	**637,3**
	* 1987	710,2	42,8	42,0	1,0	796,0
TRANSPORT ÉLECTRICITÉ	* 1985	1 199,0	220,4	1 356,7	50,0	2 826,1
	1986	**1 153,8**	**760,9**	**1 026,9**	**70,4**	**3 012,0**
	* 1987	1 892,1	248,7	1 393,1	62,5	3 596,5
CONDUITES PÉTROLE GAZ	* 1985	119,4	205,3	34,8	0,0	359,5
	1986	**324,8**	**47,8**	**5,7**	**2,4**	**380,7**
	* 1987	206,3	116,1	3,1	0,0	325,5
CONDUITES D'EAU	* 1985	35,9	424,3	2 077,4	90,1	2 627,7
	1986	**56,6**	**593,0**	**1 772,4**	**211,5**	**2 633,5**
	* 1987	33,5	507,2	3 004,0	157,7	3 702,2
AUTRES CANALISATIONS	* 1985	145,9	156,7	89,0	33,8	425,4
	1986	**18,8**	**113,9**	**33,9**	**31,2**	**197,8**
	* 1987	333,8	153,5	144,4	27,8	659,5
S/T LIGNES CANALISATIONS	* 1985	1 788,4	1 046,9	3 611,5	176,2	6 623,0
	1986	**2 041,7**	**1 617,1**	**2 885,9**	**316,5**	**6 861,2**
	* 1987	3 175,9	1 068,3	4 586,7	249,0	9 079,9

(*) En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

TABLEAU 17 (suite) (*)

Millions de F.

Nature de l'ouvrage	Clients regroupés	Sociétés publiques non financières	Sociétés privées non financières	Administrations	Autres clients	TOTAL
AMÉNAGEMENT TERRES ET EAUX	* 1985	99,7	150,7	367,7	126,1	744,2
	1986	**29,0**	**578,6**	**411,0**	**350,2**	**1 368,8**
	* 1987	73,7	118,8	302,8	125,1	620,4
ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET LOISIRS	* 1985	27,4	148,2	281,5	101,4	558,5
	1986	**50,3**	**330,4**	**771,8**	**712,7**	**1 865,2**
	* 1987	24,7	141,7	523,2	269,1	958,8
AUTRES OUVRAGES	* 1985	29,4	211,1	73,9	9,0	323,4
	1986	**94,5**	**308,9**	**173,6**	**213,9**	**790,9**
	* 1987	81,9	137,4	63,6	68,8	351,7
S/T AUTRES GÉNIE	* 1985	156,5	510,0	723,1	236,5	1 626,1
	1986	**173,8**	**1 217,8**	**1 356,4**	**1 276,8**	**4 024,8**
	* 1987	180,4	397,9	889,7	463,0	1 931,0
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	* 1985	4 204,8	3 900,9	14 416,8	1 053,1	23 575,6
	1986	**4 257,7**	**5 692,3**	**15 375,7**	**2 358,7**	**27 684,4**
	* 1987	4 775,9	3 534,8	18 022,0	1 222,5	27 555,3
TOTAL BÂTIMENT	* 1985	4 644,9	23 627,5	12 855,9	24 586,8	65 715,1
	1986	**6 480,0**	**44 586,8**	**22 535,9**	**97 989,2**	**171 591,9**
	* 1987	5 625,1	27 537,3	15 430,9	28 011,1	76 604,5
TOTAL B.T.P.	* 1985	8 849,7	27 528,4	27 272,7	25 639,8	89 290,6
	1986	**10 737,7**	**50 279,0**	**37 911,6**	**100 347,9**	**199 276,2**
	* 1987	10 401,1	31 072,1	33 452,9	29 233,6	104 159,8

(*) En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

IV - LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DU GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE SELON LE CLIENT ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

IV.1 Les travaux d'amélioration-entretien du G.C.A. réalisés **par les artisans et les petites entreprises (de 0 à 10 salariés)** sont en nette progression depuis 1978.

Leur part est passée de 7 % en 1978, à 10 % en 1983 et à 15 % en 1986.

Les artisans ont pour client principal les "Administrations". Ils réalisaient pour ces dernières près de la moitié de leur activité en 1983. Ils n'en réalisent plus que 38 % en 1986.

IV.2 **Les entreprises de 11 à 49 salariés** ont vu elles aussi leur part des travaux d'amélioration-entretien augmenter : 23 % en 1986 contre 20 % en 1983.

Les principaux clients de cette catégorie d'entreprise sont les "Administrations" (60 % des travaux) et les "Sociétés publiques".

Ce denrier client perd de plus en plus de son importance, au profit des "Sociétés privées".

IV.3 Par rapport à 1983, **les entreprises de 50 à 199 salariés** ont augmenté leur activité dans l'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole (22 % en 1986 contre 20 % en 1983). Elles réalisent plus de la moitié de leurs travaux pour les "Administrations".

IV.4 Ce sont **les entreprises de 200 salariés et plus** qui ont perdu de leur part du marché de l'amélioration-entretien du G.C.A.

Alors qu'elles bénéficiaient de plus de la moitié de ce marché jusqu'en 1984, cette part passe à 40 % seulement en 1986.

Elles sont, avec les entreprises de 11 à 49 salariés, la catégorie qui travaille le plus avec les "Administrations" (60 % en 1986).

TABLEAU 18

TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE
DE 1978 A 1987 SELON LE CLIENT ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE (*)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de F.

Clients regroupés / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
SOCIÉTÉS ET QUASI-SOCIÉTÉS PUBLIQUES NON FINANCIÈRES	1978	153,4	706,4	727,7	1 169,8	2 757,3
	* 1979	–	1 143,3	759,1	1 555,7	3 458,1
	* 1980	–	894,7	893,0	2 038,1	3 835,9
	1981	357,4	853,6	890,8	1 820,5	3 922,2
	* 1982	–	1 255,7	1 180,5	4 169,0	6 605,2
	1983	175,4	1 124,7	974,3	2 055,6	4 330,1
	* 1984	–	1 188,8	1 416,1	2 466,0	5 070,9
	* 1985	–	1 224,2	1 468,5	1 512,0	4 204,7
	1986	389,0	1 029,1	1 418,5	1 421,0	4 257,6
	* 1987	–	1 427,9	906,7	2 441,3	4 775,9
SOCIÉTÉS ET QUASI-SOCIÉTÉS PRIVÉES NON FINANCIÈRES	1978	153,6	382,6	311,1	1 392,8	2 240,1
	* 1979	–	426,1	401,5	1 846,2	2 673,9
	* 1980	–	454,2	659,8	2 501,4	3 615,4
	1981	448,5	691,2	665,9	1 890,4	3 696,1
	* 1982	–	915,9	793,3	3 849,8	5 558,9
	1983	964,4	874,4	858,5	3 755,6	6 452,9
	* 1984	–	950,5	1 043,8	3 800,3	5 794,5
	* 1985	–	929,6	1 216,4	1 754,9	3 900,9
	1986	998,6	1 085,4	1 028,9	2 579,4	5 692,3
	* 1987	–	944,3	672,1	1 918,3	3 534,7
ADMINISTRATIONS	1978	499,4	1 758,9	1 530,5	4 545,4	8 334,3
	* 1979	–	2 001,2	1 784,9	4 812,4	8 598,4
	* 1980	–	2 111,9	2 283,8	7 400,3	11 796,1
	1981	793,7	2 877,3	2 680,5	7 658,9	14 010,4
	* 1982	–	3 516,9	2 805,5	9 002,4	15 324,9
	1983	1 582,3	3 849,6	3 336,3	9 845,5	18 613,6
	* 1984	–	3 735,6	3 425,9	8 944,2	16 105,7
	* 1985	–	3 538,5	3 830,5	7 047,8	14 416,8
	1986	1 580,9	3 832,1	3 380,8	6 581,9	15 375,8
	* 1987	–	4 862,2	3 823,4	9 336,4	18 022,0

(*) En 1979, 1980, 1982, 1984, 1985 et 1987, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

TABLEAU 18 (suite) (*)

Millions de F.

Clients regroupés / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
AUTRES CLIENTS	1978	190,2	127,3	43,0	91,6	452,2
	* 1979	–	161,7	58,6	230,6	450,9
	* 1980	–	225,3	43,2	173,6	442,2
	1981	358,3	201,5	138,4	225,2	923,5
	* 1982	–	490,4	129,5	441,8	1 061,7
	1983	547,3	506,0	133,3	649,0	1 835,6
	* 1984	–	457,1	246,3	612,9	1 316,3
	* 1985	–	339,3	266,4	447,3	1 053,0
	1986	1 225,0	481,8	297,0	354,8	2 358,6
	* 1987	–	687,8	186,4	348,3	1 222,5
TOTAL	1978	996,7	2 975,4	2 612,2	7 199,8	13 784,0
	* 1979	–	3 723,3	3 004,1	8 444,9	15 181,3
	* 1980	–	3 686,3	3 879,9	12 113,5	19 679,6
	1981	1 957,9	4 623,6	4 375,7	11 595,1	22 552,3
	* 1982	–	6 178,9	4 908,8	17 463,0	28 550,7
	1983	3 269,4	6 354,7	5 302,4	16 305,7	31 232,3
	* 1984	–	6 331,9	6 132,1	15 823,5	28 287,5
	* 1985	–	6 031,6	6 781,9	10 762,0	23 575,5
	1986	4 193,5	6 428,4	6 125,3	10 937,1	27 684,3
	* 1987	–	7 922,2	5 588,7	14 044,4	27 555,3

(*) En 1979, 1980, 1982, 1984, 1985 et 1987, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

V - LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DU GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE CONFIÉS EN SOUS-TRAITANCE

Les travaux d'amélioration-entretien confiés en sous-traitance représentent 12 % de l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du Génie Civil et Agricole en 1987.

Ce pourcentage ne cesse d'augmenter depuis 1978 où il s'élevait à 7 %.

Ce sont les entreprises de 200 salariés et plus qui confient le plus leurs travaux d'amélioration-entretien en sous-traitance. De 8 % en 1981, le taux de sous-traitance passe à 15 % en 1987.

Les "Routes et Chaussées" représentent 46 % de l'acitivité en amélioration-entretien sous-traitée par les entreprises.

C'est dans les "Ponts, Tunnels" que le taux de sous-traitance est le plus élevé : 15 % en 1987.

TABLEAU 19

POURCENTAGE DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN CONFIÉS EN SOUS-TRAITANCE DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE DE 1978 A 1984 (*)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de francs et %

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL	Travaux d'amélioration-entretien du G.C.A. confiés en s/traitance (M.F.)
RÉSEAUX							
ROUTES ET AÉROPORTS	1978	0,8	7,5	7,0	8,4	7,6	567
	1981	6,7	5,6	13,5	9,2	9,2	1 068
	* 1982	–	5,7	8,7	6,6	6,8	952
	1983	6,4	5,7	9,4	12,4	10,4	1 849
	* 1984	–	6,7	7,4	9,6	8,6	1 144
VOIES FERRÉES + MÉTRO	1978	2,7	3,0	4,6	12,1	7,4	42
	1981	0,1	4,7	5,1	5,4	5,1	31
	* 1982	–	5,9	10,8	5,5	7,1	87
	1983	2,3	3,3	9,0	14,6	11,3	117
	* 1984	–	7,0	7,1	9,1	8,0	87
RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU, ÉGOUTS	1978	3,0	3,0	6,5	6,6	5,7	75
	1981	1,9	4,7	8,2	3,6	4,8	137
	* 1982	–	3,6	6,6	7,5	5,3	91
	1983	1,5	4,2	8,8	11,8	7,1	152
	* 1984	–	6,1	5,9	16,3	11,7	341
RÉSEAUX ÉLECTRIQUES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	1978	1,7	3,4	6,4	6,9	5,5	104
	1981	2,5	4,8	5,2	5,6	5,0	186
	* 1982	–	4,0	4,8	6,3	5,6	346
	1983	1,0	3,6	4,5	5,8	4,9	236
	* 1984	–	5,7	4,2	9,8	8,2	429
CANALISATIONS À GRANDES DISTANCES	1978	–	7,6	10,1	4,1	6,0	18
	1981	1,2	4,6	9,2	5,0	6,1	18
	* 1982	–	4,1	7,9	1,0	5,0	13
	1983	1,4	4,2	8,5	9,2	6,7	18
	* 1984	–	4,5	n.d.	7,3	7,3	35
SOUS-TOTAL RÉSEAUX	1978	1,4	5,8	6,8	8,0	7,0	806
	1981	4,6	5,3	10,3	7,6	7,5	1 440
	* 1982	–	4,9	7,8	6,5	6,4	1 489
	1983	5,1	4,9	8,4	11,2	9,1	2 372
	* 1984	–	6,4	6,6	10,3	8,9	2 036
AUTRES OUVRAGES							
OUVRAGES D'ART	1978	0,6	14,8	8,2	10,4	10,2	88
	1981	4,7	5,4	15,5	12,7	10,9	129
	* 1982	–	5,1	10,7	10,7	9,3	119
	1983	3,0	6,0	11,3	25,0	16,0	305
	* 1984	–	6,3	12,2	21,8	14,9	239
TRAVAUX HYDRAULIQUES	1978	1,8	7,0	5,8	14,2	11,6	34
	1981	0,8	3,0	12,9	21,6	10,7	47
	* 1982	–	4,8	13,0	9,9	9,2	41
	1983	1,5	3,1	18,1	17,8	10,0	49
	* 1984	–	4,2	3,7	18,1	7,6	65
MISE EN VALEUR, AMÉNAGEMENT DE TERRAINS	1978	0,8	5,6	11,7	11,2	6,1	51
	1981	5,7	5,1	9,6	15,4	6,8	112
	* 1982	–	5,4	6,0	18,0	12,1	313
	1983	5,2	4,4	8,0	8,3	5,9	143
	* 1984	–	6,0	7,7	7,7	6,7	85
SOUS-TOTAL AUTRES OUVRAGES	1978	0,7	9,4	9,1	11,5	8,7	173
	1981	5,5	4,7	12,7	14,7	8,8	288
	* 1982	–	5,2	9,2	15,1	11,0	474
	1983	4,9	4,7	10,4	19,8	10,3	497
	* 1984	–	6,0	7,5	18,4	10,4	389

(*) En 1982 et 1984, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

La nomenclature de la "Nature de l'Ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

TABLEAU 19 (suite) (*)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) — Millions de francs et %

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL	Travaux d'amélioration-entretien du G.C.A. confiés en s/traitance (M.F.)
SANS AUTRE PRÉCISION	1978	0,6	4,6	3,7	9,8	3,4	10
	1981	7,8	3,3	10,8	18,5	14,5	26
	* 1982	–	2,5	16,3	3,0	4,3	37
	1983	0,2	6,8	7,3	15,5	9,1	24
	* 1984	–	6,9	10,0	10,1	9,2	144
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	1,0	6,4	7,1	8,4	7,2	989
	1981	5,0	5,1	10,6	8,2	7,8	1 754
	* 1982	–	4,9	8,1	7,4	7,0	2 000
	1983	5,0	4,9	8,7	12,0	9,3	2 894
	* 1984	–	6,3	7,1	10,9	9,1	2 569
TOTAL BÂTIMENT	1978	2,3	5,8	11,7	16,5	5,2	
	1981	3,7	7,3	12,2	14,9	6,4	
	* 1982	–	7,6	12,6	15,7	10,3	
	1983	2,8	7,5	14,2	19,4	6,7	
	* 1984	–	8,8	12,5	15,9	11,3	
TOTAL BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	1978	2,2	5,8	10,6	12,1	5,5	
	1981	3,8	7,0	11,7	11,3	6,7	
	* 1982	–	7,2	11,3	10,6	9,2	
	1983	2,9	7,1	12,7	15,1	7,2	
	* 1984	–	8,4	10,8	13,5	10,6	
TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DU GCA CONFIÉS EN S/TRAITANCE (EN M.F.)	1978	10	189	185	605	989	
	1981	98	238	465	953	1 754	
	* 1982	–	305	399	1 297	2 000	
	1983	164	311	463	1 955	2 894	
	* 1984	–	401	437	1 731	2 569	

(*) En 1982 et 1984, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

La nomenclature de la "Nature de l'Ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985.

TABLEAU 20

POURCENTAGE DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN CONFIÉS
EN SOUS-TRAITANCE DANS LE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE
DE 1985 A 1987 (*)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (B.T.P.) %

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
ROUTES ET CHAUSSÉES	* 1985	–	6,0	10,3	8,8	8,6
	1986	9,4	6,5	9,9	8,5	8,4
	* 1987	–	7,8	11,0	12,3	10,9
VOIES FERRÉES	* 1985	–	5,4	4,4	7,5	6,2
	1986	4,9	5,2	6,0	16,0	9,3
	* 1987	–	6,0	6,6	16,7	10,2
PONTS, TUNNELS	* 1985	–	6,4	11,8	18,0	12,3
	1986	3,3	9,9	14,3	29,1	18,2
	* 1987	–	9,4	12,5	25,2	15,4
PORTS, VOIES D'EAU	* 1985	–	4,9	4,5	13,1	7,2
	1986	0,9	5,5	5,5	42,4	13,1
	* 1987	–	11,1	10,4	90,3	48,5
AUTRES VOIES DE COMMUNICATIONS	* 1985	–	4,1	8,1	8,1	6,0
	1986	1,4	4,9	12,8	n.d.	n.d.
	* 1987	–	2,5	15,7	n.d.	n.d.
S/T. VOIES DE COMMUNICATION	* 1985	–	5,9	9,5	9,1	8,5
	1986	8,6	6,5	9,2	11,8	9,7
	* 1987	–	7,9	10,8	16,2	12,7
OUVRAGES TÉLÉCOMMUNICATIONS	* 1985	–	4,9	8,1	4,1	5,8
	1986	8,1	8,0	4,3	12,2	9,2
	* 1987	–	6,2	7,3	19,2	14,7
TRANSPORT ÉLECTRICITÉ	* 1985	–	4,1	5,3	8,7	6,8
	1986	48,1	4,2	4,5	12,0	43,3
	* 1987	–	3,9	6,2	15,6	13,0
CONDUITES PÉTROLE GAZ	* 1985	–	0,9	6,8	3,7	4,2
	1986	13,9	2,9	3,6	8,0	6,6
	* 1987	–	4,6	6,5	15,6	13,0
CONDUITES D'EAU	* 1985	–	3,9	6,4	17,7	11,2
	1986	4,6	6,3	9,7	6,4	7,0
	* 1987	–	6,6	11,2	10,6	9,6
AUTRES CANALISATIONS	* 1985	–	10,6	10,6	4,2	9,1
	1986	2,9	4,5	23,2	7,0	7,8
	* 1987	–	9,3	8,3	13,5	11,6
S/T. LIGNES CANALISATIONS	* 1985	–	4,3	6,7	12,0	8,5
	1986	nd	5,7	7,1	9,9	nd
	* 1987	–	5,6	9,3	12,0	9,9

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

TABLEAU 20 (suite) (*)

%

Nature de l'ouvrage / Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
AMÉNAGEMENT TERRES ET EAUX	* 1985	–	7,6	6,6	14,7	11,4
	1986	4,0	4,6	12,5	20,5	10,0
	* 1987	–	6,0	8,3	10,2	7,7
ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET LOISIRS	* 1985	–	4,1	15,2	19,7	8,1
	1986	2,0	7,2	7,8	4,6	4,4
	* 1987	–	8,7	11,4	7,6	9,3
AUTRES OUVRAGES	* 1985	–	7,6	11,5	15,7	10,7
	1986	1,6	20,3	13,2	11,2	9,3
	* 1987	–	6,9	12,0	n.d.	41,3
S/T. AUTRES GÉNIES	* 1985	–	5,9	11,1	15,6	10,1
	1986	2,4	8,9	10,6	16,0	7,3
	* 1987	–	7,7	10,5	39,9	14,6
TOTAL GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	* 1985	–	5,4	8,8	10,3	8,6
	1986	30,4	6,7	8,8	11,5	12,6
	* 1987	–	7,2	10,4	15,2	11,9
TOTAL BÂTIMENT	* 1985	–	8,9	14,8	19,5	12,3
	1986	3,4	9,0	16,9	22,6	7,9
	* 1987	–	10,5	19,1	25,1	14,9
TOTAL BTP	* 1985	–	8,4	12,7	15,5	11,3
	1986	4,5	8,7	14,4	18,5	8,5
	* 1987	–	10,1	16,8	20,2	14,1

(*) La nomenclature de la "Nature de l'ouvrage" ayant changé en 1985, les données réparties selon ce critère seront présentées dans 2 tableaux différents :

- dans le premier, selon la nomenclature ancienne (jusqu'en 1984)
- dans le second, selon la nomenclature en vigueur depuis 1985

En 1985 et 1987, les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête.

LES TRAVAUX D'EXTENSION ET DE TRANSFORMATION DANS LES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION

(rétrospective 1988)

SOMMAIRE

		Pages
INTRODUCTION		74
MÉTHODOLOGIE		75
I. LES OPÉRATIONS		78
Tableau 1 :	les opérations d'extension et de changement de destination dans l'ensemble des opérations de construction (nombre de permis autorisés)	78
Tableau 2 :	les opérations d'extension et de changement de destination ventilées selon la nature des locaux (nombre de permis autorisés)	79
II. LES LOGEMENTS ET LES PIÈCES ET CHAMBRES INDEPENDANTES		80
Tableau 3 :	nombre de logements autorisés selon la nature des travaux	80
Tableau 4 :	pourcentage de logements autorisés créés par extension et changement de destination (résultats régionaux)	81
Tableau 5 :	nombre de logements autorisés créés par extension et changement de destination ventilés selon le type de construction principal	82
Tableau 6 :	nombre de logements autorisés créés par extension et changement de destination ventilés selon le secteur de financement	83
Tableau 7 :	nombre de logements ordinaires créés par extension et changement de destination selon la destination future du logement	84
Tableau 8 :	nombre de pièces et chambres indépendantes autorisées selon la nature des travaux	85
Tableau 9 :	nombre de pièces et chambres indépendantes autorisées créées par extension et changement de destination selon le type d'habitation	86
III. LES LOCAUX À USAGE AUTRE QU'HABITATION		87
Tableau 10 :	surfaces de locaux à usage autre qu'habitation autorisés selon la nature des travaux	87
Tableau 11 :	pourcentage de surfaces de locaux à usage autre qu'habitation créés par extension et changement de destination	88

INTRODUCTION

Une part non négligeable de la construction - et donc de l'activité des entreprises de bâtiment - est réalisée lors d'opérations d'extension (agrandissement) et de changement de destination (transformation de locaux).

Ces opérations ont vu leur part s'accroître dans les dernières années : **en 1985, plus du quart des opérations ayant fait l'objet d'un permis de construire étaient des extensions** - accompagnées ou non d'un changement de destination des locaux concernés - correspondant à la création de presque 20 000 logements, plus de 90 000 pièces ou chambres indépendantes et à plus de 7 millions de m2 de locaux à usage autre qu'habitation.

Il a donc paru utile de souligner l'importance de ce phénomène vis-à-vis de l'ensemble de la construction d'autant plus qu'aucune publication spécifique ne lui a été consacrée à ce jour.

MÉTHODOLOGIE

Les dossiers de permis de construire, déposés puis instruits à la Mairie ou à la Direction Départementale de l'Équipement, font l'objet d'une codification puis d'un traitement statistique qui alimentent les fichiers nationaux de la construction neuve (Système d'Information Répertoriant les Opérations de la Construction - SIROCO - de 1972 à 1985 et Système d'Information sur la Construction de Logements et de Locaux Neufs - SICLONE - depuis 1986)..

Ceux-ci permettent d'obtenir des éléments statistiques sur la construction de logements ainsi que de locaux à usage autre qu'habitation. Dans chacun de ces cas est renseignée la variable **"Nature des travaux"** qui comporte les 6 modalités suivantes :

- construction neuve (création d'un ou plusieurs bâtiments)
- extension (agrandissement d'un ou plusieurs bâtiments)
- création de niveaux supplémentaires à l'intérieur de locaux existants
- changement de destination à l'intérieur d'un bâtiment existant
- installation de locaux dépourvus de fondations
- autres travaux

La codification étant relative à l'ensemble d'une opération, une extension peut à la limite être incluse dans une opération de construction neuve mais de tels cas sont extrêmement rares.

Date réelle - Date de prise en compte

Il existe un certain délai entre la date réelle à laquelle a eu lieu un événement et sa date de prise en compte par le système statistique. Relativement réduit dans le cas des autorisations de construire (puisque ces documents sont émis par l'autorité administrative), il est en général plus long pour les ouvertures de chantier ou les achèvements de travaux dont les déclarations doivent être envoyées par le maître d'ouvrage.

De ce fait, le délai d'obtention des résultats en date réelle serait trop élevé. C'est pourquoi les **sorties en date de prise en compte ont été retenues** pour l'élaboration des statistiques de la construction neuve.

Définitions

Les **extensions** consistent en une **modification de volume d'un bâtiment existant (agrandissement)** à la différence des dépendances ou annexes qui, elles, sont distinctes physiquement du bâtiment existant. Il peut y avoir une certaine ambiguïté lorsqu'une construction a lieu sur un terrain où existe déjà un immeuble ou une maison. Ces cas ne sont pas significatifs statistiquement.

Les **changements de destination** consistent à affecter à un bâtiment actuel une destination différente de celle qu'il avait auparavant.

Par exemple, une ferme devenant résidence secondaire, un logement transformé en commerce, des combles ou sous-sols non aménageables initialement mais aménagés à la suite de travaux,...

Ces changements de destination **ne comportent pas obligatoirement une création de surface**.

Evolution des concepts

On notera que :

- les extensions d'habitation ne figuraient dans le fichier SIROCO que s'il y avait création d'au moins une pièce principale

- les surélévations sont prises en compte avec les extensions sur toute la période

- à partir de juillet 1977, les créations de **niveaux supplémentaires** à l'intérieur d'un bâtiment existant sans changement de volume, constructions désormais soumises à permis de construire, ont été prises en compte dans les extensions (il est possible de les isoler statistiquement depuis 1986)

- les transformations de locaux (changements de destination), avec ou sans création de surface, sont prises en compte depuis avril 1982. Elles sont donc sous-estimées pour l'année 1982 (il est possible de les ventiler selon leur nature, c'est-à-dire **avec** ou **sans** création de surface).

Enfin, la codification étant relative à l'ensemble d'une opération, une extension peut à la limite être incluse dans une opération de construction neuve mais de tels cas sont extrêmement rares.

Le type de construction de l'extension ou du changement de destination est celui du bâtiment existant au départ. Ainsi, certaines extensions collectives peuvent ne comporter qu'un logement et, à l'inverse, une extension individuelle peut comporter plusieurs logements.

Le passage de SIROCO à SICLONE s'est accompagné d'une modification de la prise en compte des dossiers de permis de construire ainsi que des extensions en particulier :

ne sont prises en compte - jusqu'en 1985 - que les opérations d'une certaine importance, c'est-à-dire créant :

- soit des logements

- soit des chambres ou pièces indépendantes (d'au moins 9 m^2)

- soit des locaux à usage autre qu'habitation.

A partir de 1986, dans le cadre de l'application SICLONE, le champ des permis de construire est séparé en deux sous-champs :

- les **"gros permis"**, parmi lesquels figurent les extensions de logements et les extensions de locaux autres qu'habitation si elles sont supérieures à 50 m^2

- les **"petits travaux"**, parmi lesquels figurent les extensions de locaux inférieurs à 50 m^2 et les pièces et chambres indépendantes créées par extension.

Seule l'information statistique correspondant aux "gros permis" est disponible actuellement au niveau France entière. Elle est présentée ici dans un souci de continuité avec la précédente série.

Rappels réglementaires

Actuellement, aucun texte particulier du Code de l'Urbanisme ne s'applique aux extensions. Celles-ci sont soumises au régime général du permis de construire et des règles d'autorisation d'occupation du sol et ne soulèvent aucune difficulté de procédure.

En revanche, leur réalisation peut se heurter à l'existence de règles d'urbanisme (Règlement National d'Urbanisme ou Plan d'Occupation des Sols) interdisant leur autorisation. Par exemple, un Coefficient d'Occupation des Sols très bas ou des règlements restrictifs dans les zones POS.

En effet, les travaux d'extension concernent les bâtiments existants qui peuvent se trouver en situation dérogatoire vis-à-vis des règles d'urbanisme applicables au terrain. Dans ce cas, les travaux ne peuvent être autorisés que s'ils améliorent la conformité du bâtiment actuel avec ces règles.

D'autre part, les logements créés par extension peuvent bénéficier de prêts aidés par l'Etat au même titre que les autres logements. Dans le cas des Prêts en Accession à la Propriété et des Prêts Conventionnés, il existe une condition supplémentaire : les travaux doivent conduire à une création de surface habitable d'au moins 14 m^2.

Enfin, la notion d'extension est indépendante des notions de réhabilitation, de rénovation ou d'entretien-amélioration, bien qu'elles puissent se combiner dans une même opération.

On trouvera ci-après des éléments statistiques sur la période 1975-1988 et plus particulièrement sur les dernières années de cette période.

Les tableaux sont présentés ici au niveau FRANCE entière sauf exception (tableau 4).

Le lecteur désirant obtenir des informations complémentaires ou mieux adaptées à ses besoins pourra s'adresser à la Sous-Direction des Actions Statistiques de la Direction des Affaires Economiques et Internationales qui satisfera les demandes soit par la diffusion de tableaux existants mais non publiés, soit par un traitement informatique approprié soumis à devis.

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette étude, s'adresser à M. Jean-Marc GOURON (Tél : 40-81-28-64).

I - LES OPERATIONS

TABLEAU 1

LES OPÉRATIONS D'EXTENSION ET DE CHANGEMENT DE DESTINATION
DANS L'ENSEMBLE DES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION

Nombre de permis autorisés

Source : SIROCO

Année	Construction neuve	Extension + changement de destination	Extension	Changement de destination		TOTAL
				avec création de surface	sans création de surface	
1982	239 290 *77,3*	70 237 *22,7*	64 874	2 630	2 733	309 527
1983	222 796 *74,2*	77 293 *25,8*	67 202	4 838	5 253	300 089
1984	210 490 *73,7*	75 298 *26,3*	64 776	5 631	4 891	285 788
1985	201 259 *72,9*	74 805 *27,1*	64 908	5 785	4 112	276 064

Ces chiffres concernent l'ensemble des permis de construire du champ SIROCO, c'est-à-dire à la fois les logements, les chambres et pièces indépendantes et les locaux à usage autre qu'habitation.

Il apparaît ainsi que les permis "extension + changement de destination" représentant une part croissante de l'activité de construction, **dépassant en 1985 25 % de l'ensemble des opérations**.

Remarque :

Ce tableau n'est pas disponible sous cette forme après 1985. Néanmoins les tableaux présentés ci-après permettent d'obtenir cette information pour les logements (en nombre) ainsi que pour les locaux à usage autre qu'habitation (en surface).

TABLEAU 2

LES OPÉRATIONS D'EXTENSION ET DE CHANGEMENT DE DESTINATION
VENTILÉES SELON LA NATURE DES LOCAUX

Nombre de permis autorisés

Source : SIROCO

Année	Habitation	Partiellement habitation	Autre qu'habitation	TOTAL
1982	51 642 *73,5*	733 *1*	17 862 *25,5*	70 237
1983	56 204 *72,7*	953 *1,2*	20 136 *26,1*	77 293
1984	55 540 *73,8*	854 *1,1*	18 904 *25,1*	75 298
1985	54 581 *73*	862 *1,1*	19 362 *25,9*	74 805

Les permis "habitation, toujours supérieurs à 70 % de l'ensemble des permis, concernent les **logements** ainsi que les **pièces ou chambres** indépendantes.

Les permis "partiellement habitation", très peu nombreux, concernent les constructions mixtes, c'est-à-dire comportant une partie "habitation" et une partie "autre qu'habitation". Par exemple, un logement **et** un commerce.

Les permis "autres qu'habitation" concernent l'ensemble des locaux à usage autre qu'habitation (agriculture, industrie, commerce, bureaux, stockage, garages, etc...)

Remarque :

Ce tableau n'est pas disponible après 1985. Il est néanmoins présenté ici à titre d'information pour donner une idée de l'importance du phénomène au cours des années récentes.

II - LES LOGEMENTS ET LES PIÈCES ET CHAMBRES INDÉPENDANTES

TABLEAU 3

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS SELON
LA NATURE DES TRAVAUX

Source : SIROCO - SICLONE

nombre
%

Année	Construction neuve	Extension + changement de destination	Extension	Changement de destination	Autres travaux	TOTAL
1975	530 922 *98,4*	8 351 *1,6*	8 351	non	non disponible	539 273
1976	559 160 *98,6*	7 725 *1,4*	7 725	disponible		566 885
1977	497 110 *98,6*	7 138 *1,4*	7 138	non disponible		504 248
1978	461 777 *98,4*	7 378 *1,6*	7 378			469 155
1979	453 182 *98,1*	8 812 *1,9*	8 812			461 994
1980	490 991 *98,1*	9 688 *1,9*	9 688			500 679
1981	478 825 *98*	9 702 *2*	9 702			488 527
1982	410 608 *96,6*	14 535 *3,4*	9 300	5 235	non disponible	425 143
1983	353 604 *95,1*	18 241 *4,9*	8 372	9 869		371 845
1984	323 963 *94,3*	19 609 *5,7*	9 692	9 917		343 572
1985	329 622 *94,4*	19 398 *5,6*	9 712	9 686	38	349 058
1986	335 455 *95,1*	16 385 *4,6*	9 228	7 157	894	352 734
1987	363 861 *95,1*	16 970 *4,4*	9 152	7 818	1 566	382 397
1988	393 807 *94,9*	19 113 *4,6*	10 054	9 059	1 921	414 841

Les changements de destination ont une importance comparable à celle des extensions en nombre de logements créés.

Le nombre maximum d'extensions et de changements de destination (exprimé en pourcentage du total) **est atteint en 1984 et 1985, c'est-à-dire au moment où la construction était à son plus bas niveau.**

Ces chiffres nationaux peuvent toutefois dissimuler des évolutions locales plus contrastées. Une étude régionale des logements créés par extension et changement de destination est présentée ci-après pour les années 1983 à 1988.

TABLEAU 4

POURCENTAGE DE LOGEMENTS AUTORISÉS CRÉÉS PAR
EXTENSION ET CHANGEMENT DE DESTINATION

Résultats régionaux

Source : SIROCO - SICLONE %

Région	Année 1983	Année 1984	Année 1985	Année 1986	Année 1987	Année 1988
Ile-de-France	1,8	1,7	2,7	2,5	2,4	2,6
Champagne-Ardenne	4,5	3,1	3,4	4,1	5,0	5,0
Picardie	1,8	3,6	2,7	2,0	2,3	1,6
Haute-Normandie	4,0	4,1	3,7	3,3	3,5	3,8
Centre	5,4	5,9	4,3	4,3	5,5	4,8
Basse-Normandie	5,2	8,1	4,4	4,6	4,8	3,4
Bourgogne	4,9	7,2	7,0	5,7	7,3	5,1
Nord-Pas-de-Calais	1,2	6,7	5,9	4,5	1,9	4,8
Lorraine	3,9	4,6	4,8	8,9	6,5	6,6
Alsace	11,2	14,9	10,9	5,5	4,3	4,2
Franche-Comté	9,3	9,3	9,7	12,0	9,6	13,7
Pays de la Loire	3,7	3,1	3,2	3,1	3,9	4,3
Bretagne	4,1	5,4	4,8	6,1	5,2	5,6
Poitou-Charentes	6,6	5,0	5,5	7,9	5,2	4,2
Aquitaine	5,8	6,2	6,6	4,2	5,1	4,0
Midi-Pyrénées	6,8	5,2	5,5	3,0	6,3	7,6
Limousin	8,0	9,0	11,4	7,1	9,8	6,7
Rhône-Alpes	6,7	7,9	9,8	7,6	6,4	6,8
Auvergne	8,0	9,4	8,0	9,9	7,5	6,8
Languedoc-Roussillon	5,1	6,2	5,5	3,2	3,7	3,0
Provence-Côte d'Azur	5,0	5,9	4,8	2,7	2,3	3,8
Corse	7,2	1,0	2,0	4,1	5,9	3,8
Total FRANCE	4,9	5,7	5,6	4,6	4,4	4,6

Sur l'ensemble de la période 1983-1988 :

- les régions se situant nettement au-dessous de la moyenne nationale sont : Ile-de-France, Picardie, Pays de la Loire
- les régions se situant nettement au-dessus de la moyenne nationale sont : Bourgogne, Alsace, Franche-Comté, Limousin, Rhône-Alpes et Auvergne. (La Lorraine passe au-dessus de la moyenne nationale à partir de 1986).

TABLEAU 5

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS CRÉÉS PAR EXTENSION
ET CHANGEMENT DE DESTINATION VENTILÉS SELON
LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

Source : SIROCO - SICLONE

nombre
%

Année	Individuel pur	Individuel groupé	Sous-total individuel	Collectif + mixte	TOTAL
1983	9 768 *53,5*	877 *4,8*	10 645 *58,3*	7 596 *41,7*	18 241 *100*
1984	9 947 *50,7*	1 574 *8,1*	11 521 *58,8*	8 083 *41,2*	19 604 *100*
1985	9 419 *48,5*	1 550 *8,0*	10 969 *56,5*	8 429 *43,5*	19 398 *100*
1986	6 893 *42,1*	836 *5,1*	7 729 *47,2*	8 656 *52,8*	196 385 *100*
1987	6 255 *36,9*	1 246 *7,3*	7 501 *44,2*	9 469 *55,8*	16 970 *100*
1988	5 961 *29,8*	1 892 *9,9*	7 583 *39,7*	11 530 *60,3*	19 113 *100*

Sur les cinq dernières années, il apparaît que **les logements créés par extension et changement de destination** augmentent en valeur relative dans le secteur **collectif**, passant de 42 à environ 60 % du total (**l'ensemble** du secteur collectif passe de 38 à environ 50 % du total pendant la même période).

On assiste pendant le même temps à une régression du secteur **individuel** qui passe de 58 à 40 % environ du total (et de 63 à 51 % pour **l'ensemble** du secteur individuel - tous logements confondus-).

Cependant une analyse plus détaillée des chiffres ci-dessus montre que l'individuel **pur** subit une baisse plus forte - d'environ 53 à 30 % du total - tandis que la part de l'individuel **groupé** augmente nettement (elle fait plus que doubler).

Les extensions et changements de destination étaient **dix** fois plus nombreux dans l'individuel pur que dans l'individuel groupé en 1983. Cette proportion n'est plus que de **trois** fois en 1988.

Ce tableau existe en données régionales et peut être fourni sur demande.

TABLEAU 6

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS CRÉÉS PAR EXTENSION
ET CHANGEMENT DE DESTINATION VENTILÉS SELON
LE SECTEUR DE FINANCEMENT (1)

Source : SICLONE

nombre
%

Année	Prêt Locatif Aidé	Prêt Accession Propriété (2)	Autres (2) Financements	TOTAL
1985	2 300 *11,9*	1 298 *6,7*	15 800 *81,4*	19 398 *100*
1986	2 158 13,2	1 206 *7,4*	13 021 *79,4*	16 385 *100*
1987	1 793 *10,6*	880 *5,2*	14 297 *84,2*	16 970 *100*
1988	1 794 *9,4*	854 *4,5*	16 465 *86,1*	19 113 *100*

(1) rappel : dans le cas des Prêts en Accession à la Propriété ainsi que des Prêts Conventionnés, les travaux doivent donner lieu à une création de surface habitable d'au moins 14 m2.

(2) autres financements : Prêt Conventionné et non aidé.

TABLEAU 7

NOMBRE DE LOGEMENTS ORDINAIRES CRÉÉS PAR EXTENSION
ET CHANGEMENT DE DESTINATION SELON
LA DESTINATION FUTURE DU LOGEMENT

Source : SIROCO - SICLONE

nombre
%

Année	Résidences principales	Résidences secondaires	TOTAL
1983	15 566 *85,7*	2 589 *14,3*	18 155 *100*
1984	17 414 *89,5*	2 049 *10,5*	19 463 *100*
1985	16 947 *87,4*	2 451 *12,6*	19 398 *100*
1986	14 336 *87,5*	2 049 *12,5*	16 385 *100*
1987	15 061 *88,8*	1 909 *11,2*	16 970 *100*
1988	17 238 *90,2*	1 875 *9,8*	19 113 *100*

Ce tableau ne concerne que les logements ordinaires car seuls ces derniers peuvent être ventilés en résidence principale et résidence secondaire (**variable "Destination du logement"**).

De toute façon, les tableaux statistiques par type d'habitation - non publiés ici - montrent que les extensions et changements de destination de logements concernent **en quasi-totalité** (96 %) les logements d'habitation ordinaire et très peu les habitations communautaires et d'hébergement.

Extensions et changements de destination ne concernent **jamais plus de 15 % des résidences secondaires**. Cette proportion baisse même jusqu'à 10 % environ à la fin de la période étudiée. Ce mouvement est contraire à celui de l'ensemble des résidences secondaires dont la tendance est plutôt une augmentation régulière depuis 1984.

TABLEAU 8

NOMBRE DE PIÈCES ET CHAMBRES INDÉPENDANTES AUTORISÉES
SELON LA NATURE DES TRAVAUX

Source : SIROCO

nombre
%

Année	Construction neuve	Extension + changement de destination	Extension	Changement de destination	TOTAL
1982	17 266 *15,7*	92 601 *84,3*	88 556	4 045	109 867
1983	15 296 *13,8*	95 823 *86,2*	88 459	7 364	111 119
1984	22 519 *19,6*	92 523 *80,4*	83 647	8 876	115 042
1985	27 389 *23,0*	91 565 *77,0*	82 756	8 809	118 954

Construction neuve : l'expression "chambres et pièces indépendantes" signifie que ces dernières ne font pas partie d'un logement.
Toutefois, dans le cas de la construction neuve, il est rare que ces chambres ou pièces soient bâties seules.
Elles font en général partie d'une opération plus importante dans laquelle figurent également un ou plusieurs logements ou des locaux autres qu'habitation.

Exemple : un commerce et une chambre de bonne ou bien un logement accompagné d'une chambre destinée à être louée ou prêtée à des amis...

Extension : ces chambres ou pièces peuvent être construites en extension de logements ou de locaux autres qu'habitation déjà existants.

Changement de destination : par exemple, un bureau ou un garage, etc.. transformé en pièce ou chambre.

A l'inverse des logements, la construction de chambres ou pièces indépendantes s'effectue **majoritairement** par extension ou changement de destination.

Ce tableau n'est pas disponible après 1985. Il est néanmoins présenté ici à titre d'information pour donner une idée de l'importance du phénomène au cours des années récentes.

TABLEAU 9

NOMBRE DE PIÈCES ET CHAMBRES INDÉPENDANTES AUTORISÉES CRÉÉES
PAR EXTENSION ET CHANGEMENT DE DESTINATION
SELON LE TYPE D'HABITATION

Source : SIROCO

unité

Année	Habitation ordinaire	Habitation communautaire	Habitation d'hébergement	TOTAL
1982	87 549	1 668	3 384	92 601
1983	93 605	835	1 383	95 823
1984	89 864	1 241	1 418	92 523
1985	88 501	778	2 286	91 565

On a ici le type d'habitation "principal" donné au niveau du permis et non du bâtiment. Cela signifie, par exemple, que le nombre de logements d'hébergement est celui des permis "à majorité hébergement".

Ceci peut expliquer les disparités existant d'une année sur l'autre.

Ce tableau n'est pas disponible après 1985. Il est néanmoins présenté ici à titre d'information pour donner une idée de l'importance du phénomène au cours des années récentes.

III - LES LOCAUX À USAGE AUTRE QU'HABITATION

TABLEAU 10

SURFACES DE LOCAUX À USAGE AUTRE QU'HABITATION
AUTORISÉS SELON LA NATURE DES TRAVAUX

Surface hors oeuvre nette en m²

Source : SIROCO - SICLONE

unité
%

Année	Construction neuve	Extension + changement de destination	Extension	Changement de destination	Autres travaux	TOTAL
1981	31 503 419 *83,2*	6 344 761 *16,8*	6 344 761	non disponible		37 848 180
1982	26 990 856 *81,05*	6 311 621 *18,95*	5 937 860	373 761	non disponible	33 302 477
1983	23 308 671 *76,2*	7 285 421 *23,8*	6 559 354	726 067		30 594 092
1984	21 186 173 *75,7*	6 789 104 *24,3*	5 983 383	805 721		27 975 277
1985	23 657 908 *76,2*	7 403 889 *23,8*	6 598 960	804 929	443	31 062 240
1986	24 760 338 *77,5*	7 101 567 *22,2*	6 525 827	575 740	94 636	31 956 541
1987	31 828 070 *79,7*	7 847 921 *19,7*	7 070 084	777 837	253 673	39 929 664
1988	38 049 547 *79,5*	9 424 611 *19,7*	8 623 121	801 490	413 705	47 887 863

Les travaux d'extension et les changements de destination portent en moyenne sur **20 %** des travaux relatifs aux **locaux** à usage autre qu'habitation. Ce taux est d'environ 5 % pour les **logements** (voir tableau 3).

Cependant, **comme pour les logements, le nombre maximum d'extensions et de changements de destination** (exprimé en pourcentage du total) **est atteint en 1984 et 1985, c'est-à-dire au moment où la construction globale était à son plus bas niveau.**

La légère baisse survenue en 1986 est due en partie au fait que les locaux créés par extension et changement de destination d'une surface inférieure à 50 m² ne sont plus pris en compte par SICLONE (voir annexe 2).

Les statistiques des extensions de locaux autres qu'habitation sont disponibles à la Direction des Affaires Économiques et Internationales pour les années 1962 à 1976.

TABLEAU 11

POURCENTAGE DE SURFACES DE LOCAUX A USAGE AUTRE QU'HABITATION AUTORISÉS CRÉÉS PAR EXTENSION ET CHANGEMENT DE DESTINATION

Source : SIROCO - SICLONE

%

Destination des locaux	Année 1983	Année 1984	Année 1985	Année 1986	Année 1987	Année 1988
Bâtiments agricoles	*16,2*	*16,8*	*15,7*	*16,0*	*12,7*	*13,5*
Énergie	*8,3*	*9,8*	*13,7*	*12,9*	*9,4*	*13,1*
Artisanat - Industrie	*36,8*	*33,6*	*33,5*	*30,0*	*27,0*	*26,4*
Stockage	*27,7*	*29,4*	*29,3*	*28,1*	*24,9*	*22,6*
Commerce	*25,5*	*29,2*	*28,7*	*23,5*	*18,1*	*19,9*
Garages	*19,7*	*20,5*	*18,3*	*18,5*	*15,3*	*14,9*
Transports	*28,5*	*19,9*	*18,6*	*22,0*	*34,0*	*23,7*
Bureaux	*26,1*	*23,9*	*23,0*	*16,3*	*16,0*	*15,2*
Enseignement	*23,5*	*24,0*	*25,6*	*27,8*	*32,1*	*26,5*
Culture	*18,9*	*19,4*	*21,7*	*21,8*	*19,3*	*18,3*
Santé	*41,0*	*41,7*	*37,4*	*38,2*	*29,0*	*30,8*
Justice - Police	*11,7*	*19,7*	*10,4*	*10,1*	*15,4*	*12,1*
Total FRANCE	*23,8*	*24,3*	*23,8*	*22,2*	*19,7*	*19,7*

(en pourcentage du total de chaque destination)

De l'examen des chiffres des années 1983 à 1988 ressortent les tendances suivantes :

- les secteurs de la construction de locaux à usage autre qu'habitation où les extensions et changements de destination ont la part la plus élevée sont la **Santé** et l'**Artisanat-Industrie**.

- celui où leur part est la plus faible est le secteur de l'Énergie. Cependant, la construction dans ce secteur a une allure irrégulière et ne constitue pas un échantillon représentatif.

Le même tableau est disponible en nomenclatures plus détaillées à la Direction des Affaires Économiques et Internationales.